

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À LYON ET EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES EN 2022

Résumé du rapport

Dans une première partie, les **phénomènes majeurs concernant l'organisation des trafics** dans la région Auvergne-Rhône-Alpes sont abordés.

Les gros réseaux œuvrent à plus de discrétion, transportant pour cela des quantités moindres de produits mais à flux constant de véhicules légers ou poids lourds (abandonnant plus encore les « go-fast »), au sein desquels sont présentes de plus en plus de femmes (elles sont aussi plus souvent livreuses pour la vente au détail dans cette même optique de discrétion). Les « fours » sont toujours présents dans les grandes métropoles mais se développent également dans de plus petites villes (Annecy, Montluçon, Chambéry, Valence...) voire dans de petites communes en périphérie, et proposent désormais presque toujours plusieurs produits (cannabis, cocaïne et parfois héroïne) ainsi que des gammes de plus en plus diversifiées (principalement pour le cannabis avec des variétés, des modes d'extraction et des qualités très nombreuses) afin de répondre à un enjeu de concurrence. Ils y associent pour cela un marketing en constant développement (emballage et visuels travaillés, valorisation du produit et des services du réseau, offres promotionnelles diverses...). Une concurrence qui peut donner lieu par ailleurs à de plus en plus de violences associée à ces trafics (avec le recours aux armes plus fréquent), y compris dans des villes réputées jusque-là relativement calmes. Les guetteurs et revendeurs sont par endroits très jeunes (moins de 15 ans), déscolarisés ou non, et de jeunes migrants (ayant ou non le statut de MNA) peuvent être également recrutés par ces réseaux.

Concernant l'héroïne, la structuration du marché a notablement évolué depuis 2 ans avec le retrait des réseaux albanais au niveau de la revente au détail en région lyonnaise, au profit des réseaux implantés en banlieues qui ont largement réintroduit l'héroïne sur de nombreux points de vente, même si les réseaux albanais peuvent continuer d'œuvrer dans l'importation de ce produit. Ailleurs en région, les réseaux albanais sont plus souvent excentrés à la campagne (en Haute-Savoie et dans le Bugey en bordure de bois, dans la plaine du Forez dans la Loire, etc.) et proposent souvent de la cocaïne. Le prix au détail de l'héroïne a largement baissé depuis son retour dans les points de vente en banlieues, de même que celui de la cocaïne, dont la pureté est par ailleurs en constante augmentation et le produit largement disponible, rendu d'autant plus accessible que sa vente est de plus en plus détaillée (achat possible de pochons à 20 voire 10 euros).

Des produits font nouvellement l'objet d'une vente de rue mais de manière peu structurée, qu'elle soit organisée sur le modèle du four comme pour le protoxyde d'azote en région lyonnaise, qu'elle résulte d'initiatives sporadiques et éphémères comme la vente de crack/cocaïne déjà basée mentionnée dans plusieurs villes de la région (Saint-Etienne, Grenoble, Lyon, Annemasse particulièrement en lien avec le développement d'un scène de crack à Genève), ou qu'il s'agisse d'un trafic très localisé mais installé dans le temps comme la revente de Lyrica® en centre-ville lyonnais et grenoblois (en lien avec des réseaux et des jeunes usagers originaires d'Algérie).

La revente par livraison est en croissance constante, service que proposent des réseaux de taille importante qui gèrent également des points de vente fixes pour varier les modalités d'écoulement de leur stock (cannabis et cocaïne principalement) et diversifier leur clientèle. Mais d'autres réseaux sont également spécialisés dans la livraison (de taille plus ou moins grande et qui s'étendent parfois sur plusieurs régions) et peuvent proposer un très grand nombre de produits : on trouve souvent une dizaine voire une quinzaine de molécules différentes dans les menus proposés sur les comptes d'applications généralement associés à ces services (Snapchat, Signal, et de plus en plus souvent Telegram). En plus des produits classiques (cannabis, cocaïne, MDMA, et de plus en plus souvent la kétamine) en quantité parfois très conséquente (kilo de cannabis, centaines d'ecstasy, etc.), sont aussi souvent proposés des drogues de synthèse diverses et même des médicaments, voire des produits très rares comme la méthamphétamine ou l'héroïne blanche. Ici aussi le marketing est une caractéristique importante pour se démarquer, et ces comptes peuvent proposer des modalités de paiement diverses, en liquide, carte pcs, application de paiement dématérialisé type Lydia, ou encore en cryptomonnaies.

Ils se rapprochent ainsi de modes opératoires et de gammes de produits originellement circonscrits au Darknet, mais rendus d'autant plus accessibles qu'aucune maîtrise de l'informatique n'est requise (ni pour l'accès, ni pour le paiement).

Les **usages de drogues des populations des espaces de la marginalité urbaine** sont abordés dans une deuxième partie. Ces usagers sont de moins en moins visibles dans les centres-villes du fait de dynamiques à l'œuvre depuis plusieurs années qui continuent de s'accroître : à la fois des mesures répressives visant leur éviction de ces espaces (arrêtés anti-mendicité, interdiction de consommation d'alcool, délogement de campements, etc.) mais aussi des mises à l'abri (places à l'hôtel, en CHRS, et ouvertures de divers lieux d'hébergement plus adaptés aux usagers), et quelques ouvertures de squats hors des centres-villes. Ces tendances concernent la plupart des grandes et moyennes villes de la région, mais les consommations dans l'espace public n'ont pas cessé pour autant (du matériel d'injection ou servant à fumer de la cocaïne est retrouvé dans des rues ou sur des places) et des usages visibles de médicaments sont notamment observés auprès de jeunes migrants du centre-ville de Lyon. En région lyonnaise, au-delà des centres-villes (lyonnais et villeurbannais), des lieux de vie type campements, squats et appartements sont d'importants espaces collectifs de consommation de produits, qui sont plus difficiles à documenter et peuvent concerner des populations très peu rencontrées par ailleurs dans les services d'addictologie ou d'accès aux droits (usagers originaires des pays de l'Est notamment.).

L'accès aux soins, somatiques comme psychiques, fait toujours l'objet de nombreuses difficultés pour ces usagers. Cela tient en partie du fait de la complexité de leur accueil (état de manque induit par une prise en charge sur plusieurs jours et non pris en considération, horaires non adaptés à leur réalité de vie, stigmatisations diverses du fait de leur précarité et statut d'usagers de drogues) et du manque de formation de certaines équipes, mais aussi du fait du manque de personnel permettant de proposer des délais convenables, y compris pour l'accès à un traitement de substitution par méthadone en particulier en région lyonnaise.

S'agissant des produits consommés, la cocaïne est toujours en expansion, aujourd'hui majoritairement fumée, et elle génère de nombreuses problématiques associées (dettes, *craving*, violences, problèmes sanitaires dont de nombreux cas de surdoses). L'héroïne fait un retour marqué du fait de la conjugaison de plusieurs facteurs (une grande disponibilité, l'écroulement du marché de rue du Skenan® et le manque d'accès à des traitements de substitution). Les médicaments benzodiazépines (Valium® et Seresta®) ont toujours une place importante dans les consommations de ces usagers en grande précarité. Le Lyrica® se trouve plus souvent consommé, en particulier par des usagers d'origine maghrébine, adultes et jeunes migrants plus ou moins récemment arrivés sur le territoire.

Les usages de drogues en espaces festifs font l'objet de la troisième partie. Ces usages n'ont que peu variés et se déploient dans des soirées diverses, espaces commerciaux comme alternatifs. Les soirées se déroulant en extérieur ont été particulièrement appréciées (*free party, open-air*) par des usagers peu enclins à revenir en établissements la première moitié de l'année 2022 après les confinements des années passées. Les événements en journée ont également été particulièrement fréquentés, les usages de drogues y sont également présents.

Des publics divers continuent de se côtoyer dans des soirées devenues poreuses aux catégorisations « commerciales » et alternatives » de par les ambiances proposées et la mixité de ces publics. De même les espaces culturellement associés aux scènes LGBTQI+ ne leur sont plus réservés tandis qu'un public défini comme *queer* fréquente largement des espaces non spécifiques, type clubs généralistes et *free-parties*.

Les consommations sont toujours en partie variables selon les espaces et les ambiances (horaires, type de musique, environnement) en termes de molécules et de modes de consommation (sniff ou non selon l'ouverture des lieux, rarement injection, hallucinogènes réservés à certains espaces, stimulants majoritaires dans d'autres, etc.). Néanmoins, des produits sont désormais transversaux à tous les espaces (cocaïne, MDMA, cannabis, poppers, et de plus en plus kétamine, avec également la présence

marquée de 3-MMC indépendamment des espaces mais de manière beaucoup plus marginale) et des produits qui restent globalement associées à certaines scènes (amphétamines et psychédéliques en espace alternatif, GHB/GBL sur les scènes affiliées LGBTQI+) peuvent de manière exceptionnelle être observés ailleurs (notamment le GHB/GBL).

Concernant spécifiquement **les pratiques de chemsex**, peu de changement sont constatés concernant les profils des participants (dont les âges et milieux sociaux restent tout aussi variés), les produits consommés (cathinones en majorité avec la prédominance de la « 3 » qu'elle soit MMC ou CMC, du GBL, et désormais de plus en plus souvent de la kétamine) et leurs modes d'obtention (le recours à des revendeurs étant de plus en plus privilégié). Il en va de même concernant les problématiques rencontrées, si ce n'est une amplification du nombre de personnes en difficultés somatiques et psychiques, et des cas de dépendance au GBL. Les pratiques de chemsex dans le cadre d'activités sexuelles tarifées ont été plus souvent évoquées cette année, notamment en région transfrontalière avec la Suisse où les usagers français sont nombreux à fréquenter les soirées genevoises où le travail du sexe est autorisé. Ont été également plus souvent rapportées des pratiques de « chemsex à distance » (réunion en visio de personnes consommant et se masturbant). La médiatisation et la stigmatisation du chemsex a pu conduire des usagers à éviter plus encore l'emploi du terme sur les applications. La terminologie est également de plus en plus questionnée par les professionnels du champ médico-social qui lui préfèrent parfois l'expression « usage sexualisé de produit », mais avec des acceptions pouvant être très différentes d'un service à l'autre.

Dans une dernière partie du rapport, les **résultats des analyses de produits** réalisées circulant dans la région sont présentés, qu'ils s'agissent des produits saisis par les forces de l'ordre et analysés par le laboratoire de police scientifique, des produits collectés dans le cadre de veille sanitaire du dispositif SINTES, et des produits collectés dans une visée de RdRD et analysés par le laboratoire régional d'analyse par CCM.

Un focus sur le **phénomène de la cocaïne-rose/tucibi**, observé à partir de la deuxième moitié de l'année 2022, clôture ce rapport, avec des retours d'usagers (aux profils variés) sur les effets ressentis après consommation de ces poudres, la description des pratiques de vente (dont le prix, comme la dénomination, est très aléatoire) et le marketing associé. Les résultats de la composition des quelques poudres collectées attestent toutes de la tromperie quant à la dénomination cocaïne (la kétamine et la MDMA étant les deux molécules principalement retrouvées), ce qui interroge sur les messages de RdRD à diffuser dans ce contexte.

Sommaire

Objectifs et méthodologie	7
Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé.....	7
Les investigations réalisées et les contributions au rapport régional en 2022	8
Trafics locaux et modalités d’approvisionnement	10
Eléments de cadrage	10
Des réseaux plus diffus et plus discrets à l’échelle régionale	10
Des réseaux multiproduits qui œuvrent plus discrètement	10
Les réseaux albanais passés au second plan.....	11
Collaborations et tensions au sein des réseaux.....	12
Le « four » : un modèle toujours opérant et qui s’adapte à la concurrence	13
Développement en région, diversification des produits et modalités de revente.....	13
S’adapter à la concurrence	14
La livraison toujours en expansion.....	15
Réseaux sociaux et techniques marketing	17
Sur l’application Telegram : des pratiques inspirées du darknet.....	19
Des produits nouvellement objets de reventes organisées.....	20
Revente de crack : plusieurs initiatives en région	20
Protoxyde d’azote : structuration des ventes.....	21
Revente de médicaments : un marché de rue en lien avec la grande précarité	21
Les prix des principales drogues en région lyonnaise en 2022	23
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine	24
Des usagers moins visibles en centre-ville mais des consommations toujours effectives	24
Jeunes migrants algériens de la place du Pont	25
Profils et conditions de vie.....	26
Consommations	26
Problématiques sanitaires et sociales.....	27
Difficultés d’accès aux soins des usagers en précarité.....	28
Produits, pratiques de consommations et problématiques associées	29
Les produits majoritairement consommés.....	29
Des produits dont l’usage est en augmentation.....	32
Des produits moins présents	33
Autres produits à la marge.....	34
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs	35
Tendances de fréquentation des espaces festifs.....	35
Des soirées organisées hors cadre légal toujours très dynamiques	35
Soirées organisées dans un cadre légal : lieux extérieurs privilégiés	35
Mixité des publics	36
Produits consommés.....	37
Variation des consommations selon les espaces et événements festifs	37
Les produits présents dans l’ensemble des soirées investiguées.....	38
Les produits associés à certains espaces	41
Quelques autres molécules occasionnellement évoquées.....	41
Pratiques de chemsex	42
Des modèles classiques d’organisation	42
Produits consommés et mode d’obtention	43
Problématiques associées.....	44
Une terminologie qui évolue	46
Composition des produits circulant dans la région	47
Compositions des produits saisis en région	47

Analyses dans le cadre du dispositif SINTES.....	49
Produits analysés dans le cadre du dispositif RdRD Laboratoire CCM	50
Autre(s) phénomène(s) marquant(s)	51
Tucibi / coke rose	51
Annexes	55
Annexe 1 : Glossaire.....	55
Annexe 2 : Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliqué dans les trafics	56
Annexe 3 : Quelques exemples de packaging et visuel utilisés par des réseaux à Lyon et Grenoble	57
Annexe 4 : Interprétation des résultats d'analyses de produits	60

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leur évolution. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations.

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits.
- Les espaces et contextes de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - Les espaces festifs techno regroupant les scènes alternatives (free parties, squats) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - Les espaces de la marginalité urbaine qui regroupent les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation.
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail s'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, équipes de CAARUD et de CSAPA, professionnels de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur le principe de triangulation : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources et auprès d'autres acteurs².

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics³ qui vise à :

- Favoriser l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.
- Éclairer les décideurs, améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun.
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle.
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions.

¹ Le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs (à l'exception de l'alcool et du tabac) illicites et aux médicaments détournés de leur usage.

² Pour plus d'information, voir le Guide méthodologique du dispositif TREND : <https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

³ Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif Trend (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non-accompagnés)⁴.

Les dispositifs TREND et SINTES sont implantés en région AURA depuis 2016. La coordination locale est portée par l'association Oppelia ARIA par convention avec l'OFDT et est soutenue par l'ARS AURA depuis 2016.

Le système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire qui documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active » ;
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux du champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA) ;
- apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

Les investigations réalisées et les contributions au rapport régional en 2022

Espaces de la marginalité urbaine

Marginalité urbaine à Lyon : Caroline Loth, responsable d'observation (RO) : ethnographies et entretiens auprès d'usagers en grande précarité au centre-ville de Lyon.

Nina Tissot, coordinatrice (coord.) : entretiens collectifs auprès des services médico-sociaux en addictologie [7 CSAPA et CJC (*Oppelia, Addictions France, HEH, Croix-rousse*), 3 ELSA (*HEH et Lyon-Sud*), SMPR (*Centre de détention de Lyon-Corbas*)], entretiens auprès du *Samu social*, de *Ligne 37* (service à destination des jeunes en errance dans les 3^e et 7^e arrondissement de Lyon), de *Cabiria* (santé communautaire avec les personnes travailleuses du sexe).

Usagers précaires en région : Nina Tissot (coord.) : entretiens collectifs auprès de l'ensemble des CAARUD de la région AURA (*Oppelia, Aides, Rimbaud, Le Mas, Addictions-France, Le Pélican, Apreto*)
Alexandra Briacca (RO) région Grenobloise : entretiens auprès de professionnels de CAARUD, de CSAPA et d'équipe de maraude sociale.

⁴ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

Espaces festifs

Lyon et région : Anaël Rachedi et Jean-Baptiste Criscuolo, observateurs des espaces festifs alternatifs. Association Keep Smiling, observateurs des espaces festifs alternatifs et commerciaux. Evan Perruzo, enquêteur auprès de professionnels accompagnant des chemsexuels.

Steeve Mudry, enquêteur auprès de chemsexuels, observateur des espaces festifs gay.

Nina Tissot (coord.) : entretiens menés auprès de l'association *Aides* à Annemasse et Lyon, *Dialogay/checkPoint* à Genève, entretiens auprès d'utilisateurs des espaces festifs alternatifs et chemsexuels.

Grenoble : Alexandra Briacca (RO), entretiens d'utilisateurs et recueil d'observation espaces festifs commerciaux, alternatifs, et chemsex.

Trafics

Baptiste Ladreyt, observateur de lieux de vente fixes et via les applications/réseaux sociaux en région lyonnaise.

Nina Tissot (coord.) : entretiens menés auprès des services d'application de la loi : *Oclaes* (*Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique*), *Uses* (*unité stupéfiant économie souterraine*) *Sud, Centre, Est et Ouest*, *Police judiciaire/OFAST*, *laboratoire de Police scientifique, section recherche de la gendarmerie*, *BDRIJ* (*Brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires*), *service des Douanes, avocats spécialisés dans les affaires de stupéfiants*. Entretiens auprès d'utilisateurs et revendeurs sur les questions de trafics menés par Nina Tissot, Caroline Loth et Alexandra Briacca en région lyonnaise et grenobloise.

Revue de presse

La revue de presse couvre Lyon et le département du Rhône, Grenoble et le secteur transfrontalier avec la Suisse (*Le Progrès, Lyon Capital, Le Dauphiné Libéré*).

Remerciements

À l'ensemble des usager-es, des professionnel-les et des bénévoles ayant contribué aux remontées d'informations pour le dispositif TREND, ainsi qu'à l'ensemble des collecteurs et collectrices SINTES de la région. Aux relecteurs de l'OFDT, Fabrice Guilbaud et Clément Gérome.

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Éléments de cadrage

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrits dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010⁵. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes, comme l'héroïne ; les stimulants synthétiques, comme la MDMA-ecstasy, et semi synthétiques, comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest-européen parmi les plus importants au monde⁶. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 pour la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA-Ecstasy⁷. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée⁸.

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoyage puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectue également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

Des réseaux plus diffus et plus discrets à l'échelle régionale

Des réseaux multiproduits qui œuvrent plus discrètement

En région AURA, il n'est presque plus de réseaux qui ne trafiquent qu'un seul produit, y compris s'agissant du cannabis. La cocaïne est présente quasi systématiquement (un constat déjà fait depuis 2020). Les policiers le constatent lors des importations ou des saisies locales, où souvent la cocaïne et le cannabis circulent ensemble, associés parfois à de l'héroïne. Les usagers l'observent également sur les points de vente : les revendeurs sont en mesure de leur proposer plusieurs produits, que ce soit en banlieues ou au centre-ville, à Lyon comme à Grenoble ou parfois même dans d'autres petites villes (cf. p 13, fours). Sur les comptes des applications et messageries (type Whatsapp, Signal, Telegram), les menus présentés comportent presque systématiquement au minimum 2 ou 3 produits différents, voire une dizaine, au plus une quinzaine. Le cannabis est parfois absent de certains de ces comptes ou des points de ventes fixes, signe qu'il n'est pas consommé de manière systématique par les usagers d'autres substances et qu'il n'est plus « *forcément aussi rentable qu'auparavant* » (ainsi que le souligne un policier), du moins en comparaison d'autres produits désormais plus largement appréciés.

Les produits sont transportés de manière moins massive, plus diffuse. Les douanes indiquent ainsi la baisse des saisies de fortes ampleurs (notamment pour l'herbe de cannabis) et l'OFAST fait un constat

⁵ UNODC. World drug report 2022. United Nations, New York, 2022, 123 p.

⁶ EMCDDA. European Drug Report 2022 : Trends and developments. Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022, 88 p.

⁷ GANDILHON M. L'offre de stupéfiants en France en 2021. OFDT, Paris, 2022, 13p.

⁸ CHOUVY P.-A., MACFARLANE J., Agricultural innovations in Morocco's cannabis industry. International Journal of Drug Policy, 2018, Vol. 58, p. 85-91.

similaire sur la résine, avec quelques centaines de kilos maximum par saisie, tout en soulignant un flux constant de ces produits sur la région. Moins de *go-fast* sont interceptés et les quantités saisies sont moindres dans les poids lourds, qui restent néanmoins des vecteurs importants de transit, mais sont désormais rarement chargés d'une ou plusieurs tonnes comme ce pouvait être le cas auparavant. Par ailleurs, l'usage de véhicules légers (contenant une ou deux centaines de kilos tout au plus) est toujours de plus en plus privilégié. Les forces de l'ordre s'accordent à dire que l'objectif est, au-delà de la dissimulation plus aisée et de la discrétion dans les déplacements, de minimiser les risques judiciaires et de perte de marchandise en cas de saisies.

Le recrutement de femmes pour plus de discrétion

L'implication de femmes à certains postes, principalement en tant que livreuses, est relevée par les policiers et les gendarmes, mais aussi par des consommateurs qui les voient plus souvent occuper cette fonction. Elles sont aussi plus présentes dans l'importation et le transport sur le territoire, généralement au côté d'un homme pour figurer un couple et viser une plus grande discrétion. Le phénomène des mules est présent en région également, les femmes en provenance de Guyane arrivent par le train, en particulier à Valence, mais elles peuvent également être attendues à Clermont-Ferrand et Montluçon.

Fait suffisamment rare pour être appuyé par les policiers et dans la presse locale : une femme a pu être citée comme ayant occupé un rôle de gestionnaire d'un point de vente conséquent en région lyonnaise. Mais d'une manière générale, les femmes restent totalement absentes des plus hauts échelons de l'organisation des réseaux.

Les réseaux albanais passés au second plan

Si les réseaux albanais⁹ ont longtemps occupé le devant de la scène concernant la revente d'héroïne et sont montés en puissance pour la cocaïne ces dernières années, ils apparaissent aujourd'hui beaucoup plus discrets. Cela semble faire suite aux dernières années de répression importante à leur rencontre (peine fréquente de deux ans de prison ferme pour les revendeurs, avec mandat de dépôt et interdiction de 10 ans ou définitive du territoire, dans la région savoyarde et lyonnaise). Les policiers lyonnais indiquent aujourd'hui ne faire presque plus d'arrestation de revendeurs de rue albanais quand cela était bimensuel auparavant. Les points de ventes de centre-ville connus pour être tenus par ces réseaux ont disparu au profit des réseaux de banlieues qui ont repris le trafic de l'héroïne ces dernières années (cf. p. 12).

Néanmoins, des réseaux albanais sont toujours présents dans certains quartiers de Lyon ainsi qu'ailleurs en région, notamment à Saint-Etienne (et dans la plaine du Forez), à Clermont-Ferrand, à Grenoble, et toujours dans le secteur transfrontalier avec la Suisse où ils étaient historiquement implantés. Ils agissent tout autant en ville que dans des villages et ils se sont en partie délocalisés à la campagne, en conservant des stratégies de stockage de la marchandise en forêts et des points de vente en bordures de route, pour l'héroïne comme pour la cocaïne. À noter également qu'ils utilisent plus souvent des nourrices, voire des revendeurs, recrutés parmi des usagers français, en ville et à la campagne, « *comme s'ils manquaient de main d'œuvre à leur niveau* » soulignent plusieurs policiers. Pour autant, des liens semblent avoir été noués avec des réseaux de cité. Les réseaux albanais pourraient prendre un rôle intermédiaire d'importateurs/semi-grossistes, ce qu'indiquent des policiers, mais aussi des usagers qui les rencontrent parfois dans les lieux de vente. Récemment, en mars 2023), le démantèlement à Lyon d'un réseau composé de ressortissants albanais arrêté avec d'importantes quantités (trois kilos d'héroïne et un kilo de produits de coupe) souligne leur implantation toujours effective. La saisie de produits de coupe en quantité importante est également caractéristique de ces réseaux.

⁹ Cf. annexe 2 concernant le fait de citer les origines géographiques des personnes impliquées dans les trafics.

Collaborations et tensions au sein des réseaux

Les relations entre les réseaux de trafic de drogues dans l'agglomération lyonnaise oscillent toujours entre collaborations, relatées par les forces de l'ordre et que l'on peut repérer dans les récits de procès faits par la presse locale, et fortes tensions. Celles-ci semblent prendre de l'ampleur en région lyonnaise et sont plus intenses encore historiquement à Grenoble, en témoignent en 2022 les règlements de comptes par fusillades, donnant lieu à plusieurs décès à Grenoble et plus inhabituellement à Lyon. Il s'agit de tensions entre réseaux, mais aussi de tensions internes aux réseaux, ce que l'on retiendra comme point d'évolution spécifique à la région lyonnaise.

Les collaborations sont loin d'être inhabituelles concernant la structuration du trafic de stupéfiants. Les grosses agglomérations comme Lyon ou Grenoble font toujours office de plateformes auprès desquelles des branches d'un même réseau viennent s'approvisionner, mais aussi d'autres réseaux implantés ailleurs en région (Villefranche, Haute-Loire, Nord-Isère, etc.). « *Il n'y a pas plus d'une dizaine de réseaux qui tiennent tout le marché de la drogue au niveau régional, sur Lyon, Saint-Étienne et Grenoble* » indique un responsable de la police. Lesquels font preuve d'une « *intelligence situationnelle* » selon un policier, qui les conduit à favoriser des formes collaboratives plutôt qu'une défiance et des conflits débouchant sur des règlements de compte. Des gendarmes indiquent également la mutualisation de moyens pour importer des quantités importantes, généralement vers la région lyonnaise, qui seront ensuite réparties dans d'autres secteurs par d'autres réseaux, qui ne sont de fait plus en concurrence hors de leurs territoires respectifs (cela concerne également le trafic de médicaments comme le Lyrica®, avec des réseaux communs entre Lyon et Grenoble, cf. p. 22). Des mutualisations dans l'importation s'observent également à l'échelle d'un même territoire ou quartier, où des réseaux qui œuvrent uniquement en tant que convoyeurs ou collecteurs d'argent peuvent avoir comme clients des réseaux de revente différents. Reste que les plus gros réseaux ont souvent leurs moyens propres pour ces tâches, qu'ils ne mutualisent pas forcément avec d'autres. Des échanges en nature peuvent également exister au niveau de l'importations de produits différents (cocaïne contre cannabis par exemple).

Ces organisations communes ne préservent pas toujours des tensions, plus ou moins importantes, qui vont donner lieu à des violences diverses et à la présence d'armes devenue systématique. « *Il y a de la coopération dans les réseaux criminels, du dépannage, des accords, mais en cas de litige, ça va taper* », indique ainsi un gendarme. Actes d'intimidation, passages à tabac, séquestrations, incendies, fusillades et au moins 5 décès sont soulignés au cours de l'année 2022 à Lyon, alors que ces derniers étaient extrêmement rares par le passé. À Grenoble ces faits (hors décès) sont plus réguliers et plusieurs fusillades¹⁰ ont eu lieu au cours de l'été 2022. Des violences peuvent émaner de réseaux provenant d'autres régions, lors de tentatives de reprises de points de vente quand ceux-ci sont déstabilisés par un démantèlement ciblé. Mais c'est aussi au sein même des réseaux que ces tensions peuvent naître, en partie du fait d'un rajeunissement de certaines équipes qui sont réputées pour ne plus s'encombrer de certaines règles et stratégies qui caractérisaient le trafic jusque-là : « *Les lieutenants veulent devenir patrons. La concurrence n'est pas tant entre réseau qu'en interne !* » indique un avocat spécialisé, qui explique également qu'il y a « *moins de respect des places ; il y a 20 ans, quand la grosse délinquance est partie à la retraite, ils ont laissé leur place, c'était plus souple, plus en douceur, aujourd'hui le remplacement est imposé* ». À propos du décès d'un homme à la Duchère en lien avec un point de deal, un policier souligne également ainsi l'évolution des équipes : « *aujourd'hui les jeunes ont plus les dents qui traînent* ».

Ces tensions concernent jusqu'aux petits revendeurs de terrain, y compris mineurs, qui font parfois part à leurs avocats des pressions qu'ils subissent, des menaces parfois effectuées sur les réseaux sociaux et messageries cryptées utilisées pour communiquer au sein du réseau (Signal, Telegram, mais

¹⁰ À noter très récemment (mai 2023) que Valence, où 3 personnes sont décédées en l'espace de quelques jours, a été concernée par des règlements de comptes.

aussi Tik tok), avec l'envoi de vidéos sanguinolentes, des menaces verbales, etc. Certains jeunes semblent « les banaliser » (avocate) et elles paraissent désormais faire partie intégrante des risques envisagés.

S'agissant des armes, tous les services d'application de la loi s'accordent à dire qu'elles sont de plus en plus présentes (dans la plupart des perquisitions, « avec le stock », « elles font partie de la panoplie, il faut en avoir »), de plus en plus lourdes (des kalachnikov, des calibres 12 et 9 mm reconditionnés, des fusils de chasse, des fusils à pompe, ou « pas forcément des Kalash mais des pistolets là ou avant on avait souvent des grenailles ou des pistolets à blanc, aujourd'hui c'est des vrais »). Elles restent principalement dissuasives (notamment sur des vidéos échangés au sein du réseau ou entre réseaux) mais sont tout de même plus souvent utilisées qu'auparavant en cas de tensions entre réseaux. Leur usage à l'encre des forces de l'ordre reste extrêmement rare, et il est ainsi tout aussi rare qu'ils aient à répliquer par des sorties d'armes.

Le « four »: un modèle toujours opérant et qui s'adapte à la concurrence

Développement en région, diversification des produits et modalités de revente

Le modèle du four, entendu comme point de vente fixe généralement dans des quartiers excentrés des centres-villes (avec ses horaires d'ouvertures, revendeurs, guetteurs, parfois livreurs), est toujours très opérant dans les grandes Métropoles (Lyon et Grenoble¹¹, où sont recensés par exemple plus de 70 points de vente dans les communes de Vaulx-en-Velin, Villeurbanne et Vénissieux, parfois très proches d'ailleurs les uns des autres, et dans des quartiers de Grenoble, d'Echirolles, Fontaine...) ou dans de plus petites villes (Valence, Saint-Etienne, Chambéry, Annecy, Annemasse, et même Montluçon ou Roanne). Il s'exporte aussi dans des petites communes aux alentours de Lyon, qui sont également mentionnées comme ayant des points de deal organisés sur un modèle de four (25 points de deal sont identifiés par les forces de l'ordre dans le Rhône, notamment dans les communes de Tassin-la-Demi-Lune, Francheville, Saint-Genis-Laval, Craponne, Brignais, Tarare). Ils sont tenus par des personnes originaires des banlieues lyonnaises, qu'elles ont quitté plus ou moins récemment. Il peut aussi s'agir d'extensions de réseaux implantés qui profitent du développement des transports en commun sur un secteur pour approvisionner un point de vente, ou y envoyer « charbonner » de jeunes hommes mineurs (voir encadré suivant).

Certains de ces lieux de revente sont relativement cachés au cœur des barres d'immeubles, d'autres sont en plein centre de la zone urbaine, avec parfois leur file de clients à la sortie du métro ou du tramway. La clientèle n'y est pas que locale, elle peut se déplacer de plusieurs dizaines de kilomètres pour venir s'approvisionner et bénéficier de quantités ou de tarifs plus intéressants, ou du fait d'une disponibilité plus importante que sur leur territoire de vie (notamment pour l'héroïne à Vaulx-en-Velin, où viennent se fournir des usagers de départements (voire de régions) voisins (cf. p. 15).

Les fours se sont historiquement développés sur le marché du cannabis, mais ils se sont diversifiés dans la vente de cocaïne depuis plusieurs années, et plus récemment celle d'héroïne. Des cigarettes de tabac de contrebande peuvent y être disponibles et quelques points de vente proposent également du protoxyde d'azote en bonbonnes (cf. p. 21). Plus rarement il s'y trouve de la MDMA sous forme d'ecstasy, mais les comprimés sont généralement donnés en cadeau pour l'achat d'autres produits, ou vendus en complément. Les autres drogues de synthèse sont quasiment absentes de ces lieux de revente.

¹¹ Les noms des quartiers ne sont volontairement pas cités, seulement les communes, l'analyse des dynamiques territoriales du trafic de stupéfiants n'ayant pas ici vocation à cibler précisément dans espaces.

Certains de ces réseaux ont diversifié leur modalité de revente en proposant également des services par livraison pour s'étendre (communication téléphonique avec les clients, passant ou non par les applications type Snapchat, Telegram, etc.). Nombre d'entre eux ont également développé un marketing associé à leurs produits et à leurs modalités de communication et de vente (cf. p. 17). L'enjeu de ce marketing est de se démarquer d'autres réseaux, du fait d'une concurrence manifeste.

De très jeunes revendeurs

Les revendeurs travaillant dans les foyers sont présentés (par les policiers comme par les consommateurs) comme de plus en plus jeunes, mineurs souvent, parfois de moins de 15 ans. Il s'agit de jeunes déscolarisés originaires du quartier (ou d'autres quartiers) ou qui travaillent en dehors des temps scolaires et, de plus en plus, de jeunes migrants ayant ou non le statut de MNA, quasiment tous d'origine maghrébine, et quelques fois Roms. Ils peuvent être recrutés par des réseaux déjà en place pour revendre du cannabis ou de la cocaïne, parfois de l'héroïne. Certains réseaux s'appuient essentiellement sur eux pour mettre en place la revente sur un quartier, comme c'est le cas au centre-ville de Lyon avec le trafic de cigarette et de Lyrica® (cf. p. 22). Les jeunes migrants sont aisément recrutables du fait de leur absence de ressource ou presque sur le territoire, ils n'ont que très peu de liens sociaux, y compris avec d'autres adultes. Les policiers les présentant comme la « chair à canon » du trafic, qui constitue pour ces jeunes souvent l'unique perspective de survie financière.

S'adapter à la concurrence

Les réseaux de trafics cherchent à s'adapter à la concurrence et à étendre leur clientèle en diversifiant les conditions de ventes et les produits proposés¹².

Les horaires d'activité, souvent compris entre 10h et minuit vont ainsi s'élargir davantage, souvent plus tard dans la nuit, et certains points de vente propose une ouverture 24h/24 (recrutant pour cela des « charbonneurs de nuit » ainsi présentés dans les annonces).

Il s'agit également de diversifier les produits proposés (cigarettes, héroïne, cocaïne, cannabis), mais aussi de détailler encore plus la vente (des demi-grammes, une vente au prix à partir de 10 euros) ainsi que d'étendre les gammes de produits : déjà en place pour le cannabis, avec une large gamme de variété au prix compris entre 5 et 50 euros le gramme (« 2/3fois filtrés », « mousseux », zamal - herbe de la Réunion, formes concentrées comme la wax, etc.), plusieurs qualités sont désormais proposées pour la cocaïne ou l'héroïne, qualités qui sont parfois présentées comme adaptées au mode de consommation, selon qu'on les fume, qu'on les sniffe ou qu'on les injecte. Pour la cocaïne, l'annonce de sa qualité peut se faire via la soi-disant quantité récupérée une fois basée (« de la 0,9 »), signe que la forme fumée est tout à fait établie pour une partie de la clientèle et bien que la vente de crack (sous forme solide) ne soit toujours pas effective (cf. p. 20).

Se positionner sur un marché concurrentiel, c'est également savoir fidéliser le client, en proposant des offres promotionnelles (certains jours de la semaine, ou pour l'achat de certains produits, ou d'une quantité importante, etc.) avec des réductions, des cadeaux (des produits, y compris de l'héroïne pour l'achat de cocaïne ou de cannabis, des ecstasy, des cigarettes... ; mais aussi des goodies, briquets, grinders, etc.) et tout un aspect marketing : valorisation du points de vente par des graffitis muraux, sur les sachets contenant les produits, et parfois par des comptes sur application présentant le point de vente et les menus proposés (cf. marketing transversal aux différents réseaux de vente, p. 17).

¹² Les données présentées ci-après concernent essentiellement les foyers des territoires lyonnais et grenoblois, où les points de vente sont nombreux et donc les enjeux spécifiques.

Enfin, le développement par ces fours d'un service de livraison répond également à cet enjeu concurrentiel, de plus en plus d'usagers faisant appel à des livreurs pour se fournir, de nouveaux réseaux font ainsi concurrence aux points de vente fixe. La livraison est parfois proposée directement sur le point de vente aux usagers habitués, pour s'assurer de leur fidélité.

Zoom sur la vente d'héroïne dans les banlieues

Le marché de l'héroïne, longtemps en partie tenu par les réseaux albanais, s'est réimplanté dans les banlieues depuis quelques années. À Vaulx-en-Velin (où la vente d'héroïne n'a jamais cessé d'exister mais restait discrète), de nombreux fours en proposent désormais et la plupart des usagers rencontrés s'y fournissent, mais la clientèle est très large, à l'échelle régionale. Comme l'explique ce policier : « *Il y a eu un détournement de la clientèle de l'héroïne par les réseaux de cité. Ils ont récupéré tout le nord de Lyon, le beaujolais, la plaine de l'Ain, même [des consommateurs] de Saône et Loire : ils vont tous sur Vaulx-en-Velin. [...] en bordure de l'A42, donc avec une facilité d'accès importante quand on vient du Nord et de l'Est. [...] Certains points font une vingtaine de client à l'heure, par drive [...] l'héroïne n'est pas consommée par les revendeurs et les chouffes, mais ils se fichent que ça ramène des gens au quartier, la plupart viennent en voiture et n'en sortent même pas. Certains point de deal ouvre tôt pour l'héroïne, dès 9h.* »

Dans d'autres quartiers, à Villeurbanne ou Vénissieux, des fours de cannabis ou cocaïne ont dernièrement également proposé de l'héroïne, signe là aussi d'un changement de mentalité concernant ce produit dans des lieux où elle pouvait être largement bannie par le passé (ce point a été abordé en détail dans le rapport de 2020). « *Avant quand tu prenais de la coke ou de l'héroïne t'étais un schlag [...] Maintenant c'est tellement démocratisé. [...], tu vas au four, moi je vois des gens différents. Avant tu voyais pas comme ça en bas des blocs. Avant quand j'étais ti-pe [petit], héroïne, coke c'était caché. Si tu venais, tu demandais de la rabla [héroïne] au milieu du quartier, on t'alignait tu vois ce que je veux dire. Maintenant tu vas au quartier, tu dis elle est où la me-ca [came, héroïne], le gars il te dit "y'a le four là-bas, y'a le four là-bas, si tu veux je t'emmène en scooter. La dernière fois ça m'a dit vas-y monte, je t'emmène ailleurs". (Usager, 23 ans, en structure d'hébergement)*

La vente s'adapte à la clientèle : horaire d'ouverture, drive, mais aussi les qualités différentes et des prix en rapport. Les analyses des poudres d'héroïne réalisées montrent une cohérence entre prix et teneur (contrairement aux analyses de cocaïne), les héroïnes les plus chères (60 € le gramme) étant effectivement plus concentrées (au-delà de 50 %), tandis que les héroïnes vendues 10 ou 15 € le gramme sont souvent en deçà de 10 %. Les teneurs fluctuent davantage pour le milieu de gamme (20-40 € le gramme). Des produits de coupe peuvent être parfois vendus (voire donnés) pour l'achat d'une héroïne présentée comme forte.

Ailleurs, que ce soit en région transfrontalière, dans le sud de la région ou en Auvergne, l'héroïne reste mentionnée comme globalement de piètre qualité, pour la vente de rue en centre-ville ou en banlieue.

La livraison toujours en expansion

L'expansion de la revente par livraison est un phénomène marquant pour l'ensemble des services de police et de gendarmerie qui travaillent à l'échelon local. De plus en plus d'usagers des espaces festifs et des usagers en situation de grande précarité indiquent avoir recours à la livraison (parfois comme unique mode d'achat, et parfois plusieurs fois dans la soirée ou dans la journée). Des réseaux sont spécialisés dans la livraison, d'autres ont développé ce service en l'annexant à la gestion initiale d'un point de vente, pour maintenir une clientèle mais également étendre celle-ci. Certains d'entre eux ont même abandonné depuis la vente en points fixes au seul profit de ce mode de revente, au point de changer la physionomie de certains quartiers, ainsi que l'indique un policier concernant un quartier de Lyon :

« *Il y a 10 ans au four de XXX les clients faisaient la queue, il y avait des files d'attente, aujourd'hui il n'y a quasiment plus de points de deal apparents [...]. Très bon réseau de publicité, ce sont des commerçants on voyait pas ça il y a 10 ans chacun avait sa petite tour. [...] Ils ont développé des réseaux de livraison actifs sur Lyon et l'agglomération mais aussi jusqu'à Valence, Vienne, Saint-Étienne, ils facturent le déplacement 30 € en plus pour Saint-Étienne, jusqu'à Mâcon.* » [Policier]

En effet, « *ce n'est plus le consommateur qui va au quartier, c'est le quartier qui vient à lui* » [Usager] car nombre de ces réseaux restent implantés dans les quartiers de banlieue, et la gendarmerie indique ainsi contrôler des personnes livrant des produits dans des petites communes de l'Ouest lyonnais qui sont domiciliées à Vaulx-en-Velin ou Vénissieux, de même dans la plaine du Forez où ils sont originaires de Saint-Etienne ou de la région lyonnaise. On trouve également des livreurs dans de plus petites villes du nord du Rhône (Beaujolais), du nord Isère (Saint-Quentin-Fallavier, Villefontaine), de Savoie et Haute-Savoie, d'Ardèche...

Ces livreurs (souvent dénommés « ubershiteurs » de manière générique par les forces de l'ordre) sont souvent jeunes, parfois des femmes (voir encadré p. 11). Ils peuvent être recrutés directement via des applications (s'il leur est demandé l'utilisation de véhicule personnel, le niveau de remboursement de l'essence est indiqué sur l'annonce d'embauche). Parfois, ils n'ont quasiment aucun lien avec le reste de l'organisation du réseau, ainsi que l'indique un policier :

« L'organisation de réseau de livraison est très cloisonnée : le livreur ne connaît pas forcément le fournisseur qui ne connaît pas la centrale d'appel. On peut bien interpellé le livreur mais on ne saura rien en haut de la chaîne. Ce n'est plus très intéressant au niveau des écoutes. On a des livreurs lyonnais où la centrale d'appel est à Toulouse. » [Policier]

Ils livrent des produits commandés par des clients via un téléphone et de plus en plus par des applications plus ou moins cryptées dont ces derniers ont eu le contact par bouche-à-oreille, ou par des campagnes publicitaires des réseaux (SMS, lien Instagram ou Telegram sur un flyer, un emballage de produit, ou directement sur le lieu de vente). Rien que dans l'agglomération lyonnaise, des dizaines de comptes Snapchat proposent ainsi tout un ensemble de produits. La livraison se fait au domicile directement, ou dans l'espace public, dans les files d'attente des lieux festifs, ou tout autre lieu privé (après avoir convenu d'un « *meet up* »), et certains pratiquent aussi l'envoi postal.

Le coût supplémentaire de la livraison (qui n'est pas automatique, certains produits restent peu chers y compris en livraison, on trouvera ainsi de la cocaïne pour 50 € le gramme d'une qualité parfois haute) n'est pas un frein tant la pratique répond à une demande conséquente. Cette dernière s'explique par le confort (pas de déplacement, pas besoin de quitter la soirée ou la session de consommation, choix du réseau et du prix) et le moindre risque d'interpellation pour les acheteurs, qu'ils soient très aisés ou très précaires (des livraisons ont lieu dans les quartiers favorisés, mais aussi dans des squats très précaires sur des terrains vagues après que les usagers aient réuni l'argent de la manche). La livraison peut concerner des quantités très faibles, un gramme ou deux, et jusqu'au kilo de cannabis.

Les variétés de produits proposées sont très importantes, cannabis (herbe et résine), cocaïne et héroïne et leurs gammes de qualités respectives, mais aussi des drogues de synthèses comme la MDMA en poudre ou sous forme d'ecstasy, de plus en plus souvent la kétamine (parfois même sous forme liquide) mais aussi la 3-MMC, et des produits plus spécifiques comme le LSD, la DMT, en fonction des réseaux.

Comme pour les fours, qu'il s'agisse de revendeurs autonomes ou organisés au sein de plus gros réseaux, on trouvera toujours une modalité de communication avec un menu et très souvent des offres promotionnelles (déclinées selon les périodes de l'année et les événements culturels : Noël, jour de l'An, Pâques, 14 juillet, Aïd, Coupe du monde, Halloween, etc.) invitant à des commandes plus conséquentes ou à la consommation d'autres produits. Pour autant, les consommateurs indiquent ne pas toujours acheter l'ensemble des produits à un seul et même réseau, piochant plutôt auprès des nombreux contacts disponibles ceux qui proposeront les meilleurs prix, les meilleures qualités, la livraison la plus rapide, faisant ainsi jouer la concurrence :

« J'achète de la kétamine et de la MDMA à un revendeur qui vend également du cannabis car les effets ressentis sont ceux que j'attends de ces produits et le prix y est légèrement moins élevé que la moyenne des prix (30 € le g pour la MDMA et la Kétamine). Néanmoins je préfère m'approvisionner chez un.e autre revendeur.euse pour le cannabis car la qualité du produit et le prix y sont bien plus intéressants (la défonce est plus intense et plus longue et le prix au gramme est 3 euros plus bas. » [Usagère, environ 30 ans, salariée dans le secteur associatif]

Au sein des réseaux, du personnel est nécessaire pour gérer les relations avec les clients (avec tout un code de langage associé) et développer le marketing avec des compétences en graphisme et en informatique (pour la réalisation des vidéos et photos promotionnelles qui vont souvent de pairs). Ainsi, les noms de réseaux sont souvent construits sur le modèle du préfix *uber-* ou *allô-* associé au nom du produit, voire au volume proposé (type *allô-plake* [pour « plaquette », une quantité définie de résine de cannabis]).

Réseaux sociaux et techniques marketing



La communication à destination de la clientèle devient en enjeu majeur pour les réseaux, qu'ils vendent uniquement sur des points fixes, par livraison, ou les deux, et qu'ils aient ou non des comptes associés sur les réseaux sociaux. Même s'ils ne sont pas présents sur les réseaux sociaux et applications, un minimum de visuel est souvent associé pour la revente de cannabis avec des sachets décorés (moins pour la cocaïne qui peut rester plus généralement conditionnée sous forme de petits pochons blancs ou bleus d'un gramme).

On observe ainsi souvent la personnalisation du nom du réseau sur des sachets colorés (de plus en plus gros et eux-mêmes avec des formes spécifiques) ou des boîtes en plastique ou en aluminium qui peut être en lien avec son mode de vente (livraison), avec son emplacement géographique (nom du quartier, de la rue), avec des visuels associés à des produits de luxe, des mangas, des dessins animés (qui peuvent aussi évoquer la référence aux produits, par exemple « Reine des neiges » pour la cocaïne), avec des détournements d'actualités et de personnalités (le ministre Dupond-Moretti, le président Macron, le professeur Raoult...) et une infinité de jeux de mots. Certains sachets sont achetés à une même compagnie spécialisée dans leur fabrication (qui a depuis fermée boutique). Parfois les goodies à gagner sont également à l'effigie du réseau (grinder,

briquets, bonbons), et on peut également trouver des cartes de fidélité et des échantillons distribués gratuitement dans la rue vantant également le réseau associé.

Sur les comptes de messagerie, tout un jeu de langage vise à montrer une proximité avec les clients (s'adresser à eux comme à « la famille », tutoiement, ou vouvoiement adressé à la communauté, mise en avant des retours des clients satisfaits, formules pour signifier que le réseau œuvre à leur bien-être, etc.). L'usage d'émoticônes est systématique, imageant les effets du produit ou les codifiant pour les catégoriser : cookie pour l'héroïne du fait de son apparence caillou avec points noirs (cf. partie analyse p. 48) ; flocon pour la cocaïne en référence à la neige ; barre de chocolat, miel, ou feuille de salade selon la forme du cannabis (herbe ou résine ou concentré) ; olive pour le cannabis ou la cocaïne en référence à son conditionnement dans l'importation ; drapeaux pour la provenance du produits (Maroc, Bolivie, États-Unis, etc.). À noter que la kétamine fait l'objet de peu d'imaginaire associé, que ce soit dans son nom, les émoticônes et les visuels.

Photos de sachets observés en région, cf. autres visuels en annexes 3



Echantillon donné avec carte de visite du réseau

Il s'agit également de se rendre attractif en diversifiant l'offre et en mettant en valeur des gammes différentes pour un même produit, quand bien même il ne s'agira que de marketing. L'herbe et la résine ont depuis longtemps leur nombreuses références, renvoyant à leur qualité et méthode de production, leur provenance, ou une simple appellation commerciale (« *Dorada* », « *Hermes Paris* », « *Fendi* » « *mousseux* » « *foudre* », « *3x filtré* » « *120 microns* », « *biscotti boys farm* », « *V.V.S Farm* », « *King* » « *Beldia des montagnes* », « *California Kush* » « *Moby Dick* », etc.). Pour la cocaïne, les quelques termes repérés sont avant tout marketing (il n'est pas de variété de plantes différentes) : « *dragon* », « *Crsytal White* », « *KB9* », « *Rolls Royce* », « *écailles* », « *Caillasse* », « *olive bolivienne* », « *la cristallisée* », « *krystal white* », et la fréquente indication « *0.9* » renvoyant à sa pureté une fois basée. Pour l'héroïne, on notera moins de diversité, mais quelques termes reviennent, comme « *black tar /black tahar* », « *héroïne mexicaine* », « *héroïne à points noir* ». Une proposition d'héroïne blanche¹³ est observée sur certains comptes depuis environ un an ou deux.



Message sur compte Telegram

À cela s'ajoute les photos et vidéos promotionnelles plus ou moins travaillées, sur lesquelles sont présentés les produits, et où sont mis en scène les membres du réseau à l'ouvrage dans l'importation des produits (transit via des zodiac en mer par exemple) ou leur conditionnement (avec parfois une mécanisation de celui-ci). Enfin, toutes les promotions (réductions, cartes de fidélité, lots à gagner comme des tickets à gratter, des téléphones, des écouteurs ou encore des week-end à l'Hôtel avec mini spa) font aussi partie de l'attractivité des réseaux.

Certains peuvent cumuler l'ensemble de ces stratégies, à l'instar d'un réseau en région grenobloise qui se nomme en référence au quartier, présente un logo élaboré et des visuels soignés sur ses comptes, des sachets particulièrement marketés (taille et dessin), propose des ventes sur place et par livraison (y compris postale), est présent la fois sur Snapchat, Whatsapp, Signal et Telegram (avec des canaux différents pour la promotion des produits, les commandes, les avis clients, et un canal de secours en cas de problème) et a même un site Internet. Ce réseau utilise des sachets qui intègrent un QR code permettant d'accéder à ces comptes. Il accepte le paiement en espèce, PCS et cryptomonnaies. Il diversifie ses vidéos promotionnelles en y intégrant parfois des femmes (ce qui est particulièrement rare), diversifie ses gammes de produits (il a récemment intégré la kétamine) et propose des terminologies originales (mousse de cannabis, poudre de coca). Enfin, il organise régulièrement des événements, comme des tombolas, pour dynamiser ses ventes.

¹³ Une saisie de 6,88 kg d'héroïne blanche (en plus de 2,290 kg de cocaïne, 9,220 kg d'héroïne brune et plus de 1000 cachets d'ecstasy) a été réalisée en Savoie.

Sur l'application Telegram : des pratiques inspirées du darknet

Les comptes Telegram sont les plus aboutis en matière de marketing (menus, retour clients, informations sur le réseau, vidéos promotionnelles etc.). Des produits relativement rares y sont proposés en plus des drogues classiques, comme l'héroïne blanche, des médicaments codéinés, du tramadol, de la méthadone, des benzodiazépines, des NPS trouvables sur Internet (3-MMC) ou non (2cb, 4-MMC), des formes spécifiques ou des variétés spécifiques de produits (sirops au THC, wax, concentrés de HHC...), ou des produits particulièrement récents. Ainsi un réseau démantelé début 2023 à Lyon pouvait proposer via Telegram du DHO (Dimethyl Hash Oil, une technique d'extraction d'huile de cannabis concentrée en principes actifs) présenté comme une huile aidant à l'endormissement, pour 80 € la pipette. On peut également acheter de la coupe pour l'héroïne (sans précision sur la composition), d'autant plus quand celle-ci est présentée comme particulièrement pure.

On y trouve des taux de pureté et des quantités parfois très importantes (jusqu'au kilo pour la résine de cannabis, plusieurs centaines pour les cachets d'ecstasy). Beaucoup de ces e-shops proposent a minima une dizaine de produits, qu'ils soient classiques ou non. L'un d'eux propose ainsi du 4f-mph (4-fluorométhylphénidate vendu sous l'appellation 4F ritaline (poudre ou pillule), mais également du Speed, du lsd, de la MDMA, des ecstasy, de la cocaïne, de la 3MMC et 4MMC, de la kétamine, du 2CB, des truffes...

On retrouvera aussi des conditionnements particuliers (joints préroulés, Puff de THC), ou encore des outils particuliers, comme des mini-vaporettes pour huile de cannabis.

Certains comptes Telegram proposent une forme très communautaire, qui va au-delà des simples effets de langage renvoyant à une forme de familiarité évoquée plus haut. On peut ainsi trouver des canaux associés à des comptes de revendeurs qui font la part belle aux expériences de consommations des clients sensés pouvoir s'exprimer librement, qui échangent trucs et astuces d'usages, vidéos conseils (par exemple des vidéos de consommateurs qui se filment en testant les produits). Des réseaux valorisent aussi « la communauté » d'acheteurs en présentant des produits sensés répondre à leurs attentes, et proposent pour cela des sondages afin de savoir si un produit proposé intéressera ceux-ci, par exemple pour des gouttes de LSD, de la kétamine, de la 3-MMC, et dernièrement pour la « coke rose » (cf. p. 51), ou encore pour des achats au kilo de telle ou telle variété de cannabis. Ces modalités de communication peuvent apparaître comme « bienveillantes » (usager), y compris concernant les consommations d'héroïne qui n'a pourtant pas cette réputation :

« On la voit comme la drogue de la désocialisation, alors que là t'as plein de conseils de vieux de la vieille [...] L'avantage de certains canaux Telegram comme celui que j'utilise essentiellement pour l'envoi postal de rabla, c'est que tu peux communiquer avec les autres, du coup ça rassure. Tant sur le fait que ton prod' arrive, que sur les délais, les explications pour le paiement, la fiabilité du keum, tu peux même avoir des échanges sur des espèces de conseil de RDR, genre savoir au bout de combien de temps tu peux taper si t'es sous métha ou sous sub, etc., et le vendeur est sympathique et prend du temps. » [Usager, 35 ans, travailleur social]

Ce type d'échanges se distingue de ceux des forums d'autosupports sur Internet (type Psychoactif ou Psychonaut), qui refusent catégoriquement tout lien entre vendeurs et acheteurs. Ici les échanges à des fins de transactions commerciales et les échanges entre pairs usagers pour des conseils sont mélangés, sans distinction néanmoins claire de ce qui profite aux uns et aux autres.



Vaporette pour huile de cannabis



À noter que ces réseaux sont exposés à un risque de nature particulière, au-delà de la surveillance policière (nécessitant une habilitation spécifique lorsqu'elle s'effectue sur ces plateformes) et du risque d'interpellation, à savoir le piratage par d'autres réseaux ou simplement par un simple individu en mesure de copier le compte et récupérer l'argent transmis à distance (par bitcoin, appli type Lydia, carte PCS). Des réseaux mettent ainsi en garde leurs clients quant aux risques d'usurpations de compte, avec des messages d'alerte. Ils se prémunissent aussi parfois des risques de vols de la part des clients lorsque le paiement se fait à la livraison (jusqu'à s'assurer d'une identité en demandant un selfie et l'envoi préalable d'un justificatif d'adresse postale), certains comptes nécessitent également d'être introduit par un membre du groupe via l'envoi d'un lien d'invitation.

Ainsi, les réseaux Telegram regroupent tous les aspects des e-shops présents sur le Darknet, que ce soit dans la variété des produits proposés (y compris les plus rares), les quantités disponibles, le système de présentation et de retours clients, les modalités d'échanges entre consommateurs, les modalités de paiements par cryptomonnaies. Mais ils sont beaucoup plus accessibles puisqu'aucun système de routage n'est nécessaire pour y accéder et parce que le paiement peut également se faire en argent liquide pour ceux qui ne maîtrisent pas les autres modalités. On soulignera également la potentielle autonomie grandissante des usagers du fait de cette accessibilité plus large aux drogues, au point de diversifier grandement les molécules disponibles, leur qualité, leur puissance, jusqu'à leur permettre de les couper par eux-mêmes, et les possibilités de RdRD qui s'en suivent, même si la démarche initiale des réseaux ne visait pas nécessairement celles-ci...

Des produits nouvellement objets de reventes organisées

Revente de crack : plusieurs initiatives en région

Il n'est toujours pas observé de revente de cocaïne basée (sous forme de crack) dans les fours de manière structurée et pérenne, mais des ventes ponctuelles sont mentionnées depuis 2021 et plus fréquemment en 2022 en plusieurs points de la région. En région lyonnaise, des propositions ont été faites à des usagers en points de vente à Vaulx-en-Velin mais de manière discrète, ainsi qu'en centre-ville. À Grenoble, une « *vente de galette à 20 euros* » a duré quelques mois dans le centre-ville, de même qu'à Montluçon. En agglomération Stéphanoise également, des « *galettes* » à 5 ou 8 € ont été vendues dans la rue, ainsi qu'en Ardèche où une « *coke prête à fumer* » était vendue avec la pipe, pour 10 ou 15 €. Les prix cités varient a priori en fonction de la quantité (« *une taff* », ou « *2 ou 3 fumes* »). Enfin, en zone transfrontalière, le développement du marché du crack à Genève (autour de la salle de consommation dans le quartier Pâquis), qui s'est intensifié en 2022, a depuis plus longtemps infusé les communes alentour, où la vente de crack est présente de manière éparse, entre 5 et 20 € pour les prix mentionnés à Annemasse, Thonon-les-Bains et Aix-Les-Bains. Les tentatives d'implantation de ces ventes sont partout soulignées par les usagers comme peu fructueuses, du fait de la mauvaise qualité du produit, qui se dégrade rapidement après les premières ventes et ne satisfait plus les usagers qui reviennent souvent au basage de la cocaïne par eux-mêmes.

Protoxyde d'azote : structuration des ventes

Le protoxyde d'azote n'est pas classé stupéfiant, mais sa vente est règlementée. Il est présent au sein de réseaux de trafics à plusieurs égards : d'une part, il est fréquemment consommé par les personnes impliquées dans des trafics de cannabis et de cocaïne (durant les temps de vente, de livraison, ou sur des temps conviviaux, de nombreuses bonbonnes sont retrouvées dans parties communes des immeubles où un point de deal est implanté, mais aussi dans les bars à chicha contrôlés à proximité), mais il est également revendu de plus en plus selon les mêmes modalités que les stupéfiants habituels. Ainsi, on trouvera des points de vente fixes, des « drives » et des livraisons possibles (en lien ou non avec des points de vente fixe) à des horaires très larges, une promotion et un marketing du produit et du réseau de revente avec flyers, tout à fait sur la même ligne que ce que l'on observe pour le cannabis (références culturelles identiques, cf. p. 18). Les bonbonnes sont vendues entre 15 et 30 € en moyenne, et on observe parfois la vente de « tank » (l'équivalent de 4 ou 5 bonbonnes). Plusieurs services de police observent sur leur territoire d'intervention des réseaux de trafic qui proposent du protoxyde d'azote en parallèle d'autres substances, ou des réseaux spécialisés dans ce produit sans (plus) aucun lien avec le trafic de stupéfiants.



Flyer sur papier glacé, 2022

Revente de médicaments : un marché de rue en lien avec la grande précarité

Les médicaments revendus au marché de rue restent les molécules classiquement consommées par des usagers en précarité, souvent alternatives à des produits plus coûteux, via un marché généralement auto-alimenté par ceux qui bénéficient de prescription par ailleurs :

- Des opioïdes, dont le Subutex® qui reste marginal (seuls quelques lieux du centre-ville lyonnais sont identifiés avec des cachets à 2 ou 3 €), des fioles de méthadone (beaucoup plus rarement évoquées avec des prix aléatoires entre 5 et 15 € à Lyon, Annonay, Grenoble, Valence et Saint-Etienne), et le Skénan® (dans quelques villes comme Grenoble et Valence, de moins en moins à Lyon après les restrictions imposées par la sécurité sociale, avec des gélules vendues entre 5 et 10 €).

- Quelques molécules benzodiazépines (Valium® et Seresta® principalement, pour 1 ou 2 € le comprimé, à Lyon et Grenoble)

- Le Lyrica®, plus rarement le Rivotril®, le premier semblant le seul médicament à faire l'objet d'un trafic organisé avec des réseaux de revente constitués et organisés dans quelques villes.

Trafic de Lyrica®

Lyon et Grenoble sont les deux seules villes où un trafic de Lyrica® réellement organisé est présent depuis plusieurs années (par des réseaux a priori originaires d'une même région d'Algérie). Saint-Etienne et Clermont-Ferrand sont également citées par les services d'application de la loi pour abriter des trafic de Lyrica® mais ceux-ci seraient plus en lien avec des ressortissants de pays de l'Est (Géorgie, Moldavie, Roumanie). Ces trafics semblent structurés en partie par des réseaux déjà en place pour des produits stupéfiants qui y trouvent un intérêt financier spécifique (pas de coût de fabrication) à quoi s'ajoute l'intérêt d'encourir des risques judiciaires moindres pour le trafic de médicaments. Il s'agit ainsi à la fois :

- de médicaments de contrefaçon ou sortis des circuits officiels d'autres pays, récupérés aux Pays-Bas dans des laboratoires clandestins (les réseaux en profitent alors pour s'approvisionner en cannabis et cocaïne fortement disponible dans ce pays), mais aussi en provenance d'Inde via le port de Marseille, ou encore arrivés d'Algérie par les mêmes circuits que les jeunes migrants (notamment via l'Italie).
- de médicaments obtenus en France via la falsification d'ordonnances, confiées à des personnes (parfois recrutées sur les applications pour cela, où l'ordonnance leur est envoyée directement) en charge de récupérer les boîtes auprès de plusieurs pharmacies de départements différents (les données n'étant pas recoupées entre les départements par la sécurité sociale), en ville comme dans de petits villages. À Lyon, les pharmacies proches de lieux de vente indiquent également des tentatives régulières d'achat de Lyrica® sans ordonnance par des jeunes migrants, prêts à négocier le prix de la boîte.

La revente se fait essentiellement dans l'espace public en ville (avec guetteurs et charbonneurs) et implique très souvent des jeunes migrants, souvent mineurs ayant ou non le statut de MNA, à Grenoble, comme à Lyon. Un réseau important a été démantelé en septembre 2022 par l'OCLAESP (gendarmerie), réseau implanté en région lyonnaise mais avec des points de vente à Villefranche et Tarare, où les consommateurs et les vendeurs étaient principalement des jeunes migrants d'origine algérienne. À Lyon, un trafic est implanté sur la Place Gabriel Péri, en partie délocalisé (en lien avec la répression policière sur la place) dans d'autres quartiers du centre-ville ou à Villeurbanne. Les comprimés de Lyrica® sont vendus entre 2 et 3 €, souvent à d'autres jeunes migrants (essentiellement maghrébins), mais aussi parfois à des clients au profil plus inséré, pour certains étudiants. Les revendeurs semblent tous appartenir à un même réseau, assurant également la vente de cigarettes de contrebande, se dépannant produits ou monnaies au besoin. Ce trafic, qui s'est implanté à la suite de celui des cigarettes, a occasionné des tensions importantes avec des réseaux de trafic de cannabis déjà en place, qu'il est venu perturber, de même que la relative tranquillité du quartier. Des agressions et des bagarres lui sont attribuées, en lien avec ces jeunes migrants qui, sous l'effet de ces médicaments (Lyrica®, mais aussi Rivotril®) qu'ils consomment de manière importante, peuvent se montrer agressifs. « *Les réseaux historiques s'en méfient des MNA, il y a beaucoup beaucoup de violence. Eux-mêmes deviennent racistes : ils disent « il faut s'en débarrasser [...], ils sont emmerdés par le trafic de clopes* », indique un policier, qui évoque également l'agression d'un gérant de point de deal de cannabis qui a eu maille à partir avec ces jeunes, expliquant à quel point ces derniers « *n'ont rien à perdre* » et ne semblent pas respecter les règles tacites du territoire. Des tensions fortes sur le quartier avec d'autres occupants de la place (riverains, commerçants) sont également observées, qui ont principalement à voir avec les usages de produits et la situation sociale de ces jeunes, ces points sont abordés dans la partie marginalité urbaine (cf. p. 25).

Dans de plus petites villes, le trafic de Lyrica® est également mentionné, il semble plutôt être le fait d'usagers-revendeurs qui se le font prescrire directement auprès de médecins, qu'ils soient jeunes ou non mais souvent d'origine algérienne. Il s'agit ainsi avant tout d'un trafic auto-alimenté, comme cela pouvait être le cas du Skenan® à Lyon il y a quelques années, le produit est vendu dans les lieux de sociabilité des usagers en précarité (rue, CHRS, accueil de jours).

Les prix des principales drogues en région lyonnaise en 2022

Produits		Prix	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 8-9 Prix bas : 6 Prix haut : 12	Prix indépendants du secteur ou du type de réseau.
	Résine	Prix courant : 5 Prix bas : 3 Prix haut : 8	Prix indépendants du secteur ou du type de réseau.
Cocaïne		50-60 « fours » 60-80 milieu festif	Baisse générale, mais écarts importants selon contexte achat (50, voire 40, jusqu'à 100 €), Vente au prix de + en + observées. Vente au demi-gramme : 30 à 40 €.
MDMA/Ecstasy	Comprimé	8-10	Réduction si achat de plusieurs unités
	Poudre	40-60	Variation du prix selon les réseaux
Amphétamine/speed		15	
Kétamine		Prix courant : 40 Prix bas : 30, voire 25	Stabilité du prix quels que soient les lieux et réseaux de revente. Prix bas si contact privilégié avec revendeur.
3-MMC		20-50	Selon proximité avec revendeur (hors achat Internet)
LSD		10 (buvard ou goutte)	Prix constants Réduction si achats de plusieurs unités.
Héroïne		Prix courant : 20-30 Prix haut : 50-60 (qualité supérieure)	Uniquement héroïne brune. Baisse des prix dans les fours. Réseaux albanais avec vente de zip (5 g.) à 80-100 Vente au prix de + en + observée.
Médicaments opioïdes revendus	Méthadone	Prix courant : 10 (fiole de 60 ou 40 mg)	Moins de ventes observées en 2022.
	Sulfates de morphine (Skenan®)	Prix courant : 5-10 (gélule de 100 ou 200 mg)	Très peu de ventes observées depuis 2019
	BHD (Subutex®)	Prix courant : 2-3	Prix uniquement rapporté à Lyon
Autres médicaments psychotropes revendus	Prégabaline (Lyrica®)	1,5 – 3 € / comprimé	Prix rapporté à Lyon et Grenoble
	Benzodiazépines	1 ou 2 € / comprimé	Valium® et Seresta®

Prix en euros, pour 1 gramme sauf mention contraire. Prix rapportés par les consommateurs rencontrés dans les différents espaces investigués

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Des usagers moins visibles en centre-ville mais des consommations toujours effectives

La tendance à l'éloignement, contraint ou choisi, des centres-villes des usagers en situation de grande précarité se confirme plus encore cette année dans la plupart des villes de la région. Les raisons restent similaires à celles évoquées les années précédentes mais se sont parfois accentuées :

- La répression policière (notamment en application de divers arrêtés municipaux interdisant la mendicité, les consommations d'alcool, un nombre de chiens au-delà de deux, etc.) ;
- L'augmentation des mises à l'abri, notamment par la création d'hébergements plus adaptés aux jeunes et aux usagers de drogues, en bungalows ou caravanes, ou de dispositifs comme le programme un Chez soi d'abord, ainsi que le revenu de solidarité jeune et le programme TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée) favorisant aussi l'accès à l'hébergement. Des usagers qui bénéficient alors d'un logement y accueillent souvent plusieurs autres, qui quitteront de fait leur squat ou habitat de fortune.

C'est à Lyon que la situation est la plus documentée, où « *des places délogées, vidées de leur occupant n'ont pas été réinvesties depuis fin 2021, pas de réinstallation en presqu'île, même pour des gens de passage* » selon un professionnel du Samu social. La rue y constitue de moins en moins un lieu de sociabilité, les personnes y sont plus isolées et moins visibles, ce qui amène les professionnels intervenant dans ces espaces à s'adapter à cette nouvelle donne.

« En travail de rue, faut s'armer de patience, marcher longtemps pour voir parfois 3-4 personnes, il y a beaucoup d'usagers qui sont soit en squat soit en centres d'hébergement mais éparpillés en fait, on n'a plus de lieux vraiment clés, où on voit vraiment beaucoup de gens, c'est pas les rues d'il y a 2 ans ou 1 an même ou on pouvait voir 30 personnes. » [Professionnel CAARUD Lyon]

Des campements se maintiennent néanmoins dans quelques espaces plus éloignés, à l'arrière des gares et sous quelques ponts, toujours aussi précaires voire insalubres (sans eau ni électricité, à proximité de la circulation...). Les personnes y vivent sous des tentes ou des bâches à même le sol, parfois avec leur famille. Certains usagers auparavant présents dans l'espace public lyonnais investissent désormais des squats à Villeurbanne où les conditions de vie peuvent être très précaires également (présence de rats, pas toujours d'accès à l'électricité ni à l'eau chaude).

Ainsi, qu'ils soient hébergés dans des structures ou qu'ils vivent en squat ou en appartements, les consommations de ces usagers se font de moins en moins dans l'espace public. En son sein, les regroupements d'usagers en journée ou soirée se réduisent, à Lyon comme dans d'autres villes.

« On [les pouvoirs publics] les enlève, on les dégage. Donc on enlève les bancs, on enlève tous les sites qui étaient identifiés comme des lieux de zone, et potentiellement de consommation, on les voit plus du tout. » [Professionnelle CAARUD Montluçon]

Si, pour certains usagers, être hébergé a permis une stabilisation des consommations, pour d'autres l'installation dans un appartement a plutôt amplifié celles-ci : le temps habituellement occupé à organiser sa survie à la rue (temps de manche, de déplacement du campement, de récupération de matériel) et à aller chercher le produit (parfois à une heure de transport en commun et plusieurs fois par jours) est désormais réduit. Les usagers, les plus jeunes, se font le plus souvent livrer (cf. p. 16).

Si les professionnels des CAARUD lyonnais rencontrent de moins en moins d'usagers dans la rue, ils constatent néanmoins des traces de consommations dans différents quartiers de la ville. Les 3^e et 7^e

arrondissements sont les plus concernés (quartier de la Guillotière, de Saxe Gambetta jusqu'à Part-Dieu et Jean Macé). C'est là qu'est ramassé le plus grand nombre de seringues dans les toilettes publiques par les agents de la ville, et dans l'espace public par les intervenants des CAARUD qui trouvent des seringues ou du matériel servant à fumer la cocaïne, ou encore des boîtes de médicaments, mais rarement les usagers eux-mêmes.

« Là-bas, on trouvait des seringues quasi à chaque fois, dans le petit parc derrière. Et on n'a jamais rencontré les consommateurs. En tout cas pas en journée. » [...] « Place XXX on trouve beaucoup de matos d'injection dans les toilettes, on trouve des bouchons presque systématiquement. Et on n'arrive pas à les trouver [les usagers]. En plus y'a pas de zonage sur place, du coup on n'identifie personne. C'est vraiment du passage. » [Professionnels CAARUD Lyon]

Une répression policière est décrite comme parfois intense dans ces quartiers, en lien avec la présence de consommation, mais surtout de trafics :

« Il y a une tension incroyable en ce moment. Depuis qu'il y a eu l'agression des policiers place du Pont et que Darmanin a fait ses déclarations, mais il y a un flic à chaque carrefour ! [...] il y a des vagues de contrôles sur la place, très régulièrement. [...] ils débarquent à 4 voitures, ils bloquent la place, ils arrêtent tout le monde... [...] C'est vraiment très tendu. [...], on voit bien que quand ils arrêtent des gens, c'est pas que pour les papiers, c'est aussi des fouilles au corps pour voir s'ils n'ont pas des produits sur eux. Et on voit bien qu'il y a des gens qui viennent acheter, aussi à ces précaires-là qui ont comme moyen de subsister la vente/revente et on voit bien qu'il y a des gens bien insérés qui viennent dealer avec eux, leur acheter des trucs. Il y a un trafic qui pour le coup est visible. La consommation non mais le trafic oui. » [Professionnel association de santé communautaire, habitant du quartier]

Au-delà du centre-ville...

Dans le cadre du dispositif TREND, les usages et les usagers de produits sont documentés spécifiquement dans les centres des grandes agglomérations. Mais au-delà de ceux-ci, il se trouve en banlieues des espaces de consommations, des lieux de vie de type campement, ou des appartements qui font office de lieux collectifs de consommation, pour lesquels très peu d'observations sont possibles puisque des usagers ne fréquentent pas les lieux d'accueil dédiés aux sans-abris ou aux usagers de drogues (ni CSAPA, ni CAARUD, ni accueil de jour). Les autres associations qui les rencontrent (services de domiciliation, Médecins du monde etc.), n'ont pas connaissance de leurs usages ou ne peuvent pas les aborder aisément avec eux. Seules les pharmacies qui délivrent des kits d'injection peuvent constater le nombre important d'usagers sur ces territoires, et quelques observations éparses d'informateurs du dispositif TREND font état de consommations de cocaïne (fumée ou injectée), d'héroïne, de Skenan® (injecté) et de cannabis bien sûr, par des personnes aux profils divers, parfois d'origine roms, consommant sur les campements, dans des voitures, etc. Un volet d'observation spécifique à ces territoires sera mis en place dans les années à venir.

Jeunes migrants algériens de la place du Pont

Au croisement de ces thématiques (usagers et consommations dans l'espace public, trafic, répression), il y a la situation très spécifique de la Place Gabriel Péri (dite Place du Pont) dans le centre-ville lyonnais, occupée depuis quelques années par des jeunes migrants consommateurs de médicaments (Lyrica® et Rivotril®), dont certains les revendent également ainsi que des cigarettes (voir encadré p. 22).

Profils et conditions de vie

Ces jeunes, mineurs ou non, reconnus MNA ou non, sont quasiment tous d'origine algérienne, provenant d'une même région pour beaucoup, parfois de mêmes villages (beaucoup se connaissent avant leur arrivée en France même si ils n'ont pas forcément traversé la méditerranée ensemble), aux parcours migratoires divers, mais qui pour la plupart sont passés par l'Espagne ou l'Italie, avec la volonté d'arriver spécifiquement en France, et pour certains précisément à Lyon (le quartier de la Guillotière est parfois même connu au pays comme destination visée). Ils ont quitté l'Algérie du fait d'une vie précaire, parfois déjà en marginalité (vie à la rue, entrée en délinquance,) sans liens familiaux, même si ce n'est pas le cas de tous. D'ailleurs, pour ceux qui ont conservés des liens avec des proches au pays, l'enjeu peut être de paraître avoir une « belle vie » auprès d'eux, amis ou familles :

« Ils vivent en squat mais ils font des vidéos devant des belles voitures comme si ils avaient la belle vie pour envoyer au bled. [...] D'ailleurs certains envoient aussi de l'argent au pays [...] Ils font des vidéos sur Tiktok, ils se filment depuis la place, dans leur quotidien, mais en sélectionnant ce qu'ils montrent. » [Commerçant]

Une fois en France, ils peuvent être pris en charge par des adultes impliqués dans des réseaux de trafics (stupéfiants et médicaments), mais le recueil d'informations sur ceux-ci est lacunaire, de même que sur les espaces de vie de ces jeunes en dehors de la rue. L'adjectif à la solidarité de la ville évoque « *des jeunes déposés le matin [place Gabriel Péri] et qui repartent le soir* »¹⁴, les équipes de travailleurs sociaux indiquent que les jeunes restent très évasifs sur le sujet (ils évoquent des appartements, des voitures, la rue, comme lieux de couche), des riverains parlent de squats à proximité... Les forces de l'ordre, qui rencontrent ces jeunes spécifiquement dans le cadre de trafics, mentionnent des liens avec des réseaux implantés en banlieues, où les jeunes seraient également logés : « *les [jeunes algériens] revendeurs dorment la journée et vendent le soir ou inversement, certains MNA dorment ici [à Vénissieux] mais ils sont à la Guillotière en journée.* » [Policier]

Leur présence dans l'espace public s'étend au-delà de la journée, en début de soirée voire plus tard dans la nuit, seuls ou en groupe, et ils sont parfois également rejoints par des jeunes femmes mineures, hébergées en foyer, « *qui viennent chiller avec les jeunes de la Guill'* » [...] *Des jeunes femmes nées en France... et qui consomment aussi probablement du Lyrica®.* » [Educateur].

Consommations

Ces jeunes sont consommateurs de médicaments et en particulier de prégabaline (vendue sous la marque Lyrica®). Dans le rapport TREND 2021, les raisons pour lesquelles ce médicament est spécifiquement consommé ont été exposées (connu en Algérie, déjà consommé au pays pour certains, prescrit en France suite à des accidents et passage aux urgences, etc.). Les données collectées cette année ont permis d'affiner quelque peu les pratiques de consommation. D'une part les doses de Lyrica® ingérées peuvent être relativement conséquentes, jusqu'à 1,5 g par jour. La plupart de ces usagers ingèrent ces gélules et parfois les ouvrent en amont afin de précipiter la montée. Le Rivotril® est également fréquemment cité, toujours appelé « madame courage », il est plus spécifiquement consommé à des fins de désinhibition pour favoriser les pratiques de vol, alors que le Lyrica® sera consommé dans une optique de défonce, soit « récréative », soit pour permettre d'affronter les difficultés au quotidiennes liées à grande précarité.

« Ils consomment du Lyrica® pour rester debout et vendre des cigarettes, et du Rivotril® pour voler. » [Commerçant] ; « *Lyrica® les jeunes disent c'est pour rigoler, c'est pour passer un bon moment, c'est ça, ça détend un peu. Le Rivotril® c'est vraiment autre chose.* » [Educateur]

Des jeunes migrants algériens au profil similaire, mais sans que l'on ne sache directement si ce sont ceux observés sur la place du Pont, sont rencontrés par des CSAPA, et au sein de la consultation

¹⁴ *Le Progrès*, 10 octobre 2022, « Ligne 37 : à la Guillotière, contacts établis avec les jeunes en errance ».

spécifiquement mise en place à l'hôpital du Vinatier pour accompagner les usagers de Lyrica®. Les professionnels indiquent qu'outre celui-ci et le Rivotril®, certains jeunes sont également consommateur de tramadol, de cannabis, mais aussi de cocaïne sniffée ou fumée et certains également d'alcool mais plus spécifiquement lorsqu'ils n'ont pas de médicaments ou cherchent à en diminuer l'usage. À noter qu'ailleurs en région, des jeunes migrants consommateurs sont également rencontrés et impliqués dans trafic, à Grenoble (cf. partie trafic), ainsi qu'en Savoie et Haute-Savoie, où ils consomment également cocaïne et cannabis. Une éducatrice indique ainsi que certains « *parlent de crack, et vont sur Annemasse pour acheter de la cocaïne et apprendre à la baser.* » [Educatrice].

L'implication de ces jeunes dans les trafics procède en partie de la nécessité pour eux d'obtenir ces médicaments et peut également s'inscrire dans une forme d'intégration au groupe de pairs. Ils sont l'objet de la répression policière au sein du quartier.

« Ils [les policiers] sont là tous les jours [...] Vraiment, ces derniers jours, ils étaient présents, gazeuse à la main et ils cherchaient dans les poubelles, couraient après les jeunes... »
[Intervenant en santé communautaire]

Les interpellations dont ils peuvent faire l'objet les conduisent régulièrement en garde à vue où les policiers constatent également leur consommation de produits par l'état de défonce dans lequel ils sont la plupart du temps (des constats similaires en zone gendarmerie sur des affaires de vols). Les suites judiciaires peuvent les conduire à des incarcérations à l'EPM, mais également de plus en plus à la prison de Corbas (majeurs) du fait de procédures accélérées de non-reconnaissance de minorité.

Problématiques sanitaires et sociales

Les problématiques de ces jeunes sont ainsi d'ordre médico-social et judiciaire mais leur cohabitation avec les habitants, les commerçants, et les réseaux de deal en place depuis longtemps, génère également des problématiques spécifiques. Des tensions fortes sont ainsi relevées entre ces jeunes et les autres occupants de la place, « *un niveau de violence et de tension jamais égalé* », un climat « *agressif* » (bagarres entre eux ou avec les commerçants), et des jeunes « *ingérables* », particulièrement du fait de leur consommation de produits, attise la colère des riverains et même un sentiment de racisme diffus, y compris chez des personnes d'origine algérienne (le quartier de la Guillotière est un quartier historique d'immigration d'Afrique du nord).

« Les plus vieux dénigrent ces plus jeunes avec l'idée que c'était déjà fouteur de merdre/criminel au bled, et qu'ils viennent faire pareil ici » [Commerçant] ; « *Y'a même une forme de racisme contre eux, même des vieux immigrés, j'entends parler de certains qui ont des envies de ratonade, tu te rends comptes... c'est eux les "ratons" !* » [Habitant] ; « *Leurs consommations sont très alarmantes, et personne n'a de prise sur elles, la religion non plus, aucun impact.* » [Educatrice rapportant les propos d'un habitant]

La difficulté à être en lien avec ces jeunes est énoncée par l'ensemble des structures associatives, et ainsi la difficulté de connaître leurs réels besoins, problématiques spécifiques et bons outils pour y répondre. « *Des jeunes qui apparaissent, disparaissent, apparaissent, disparaissent* » (éducatrice) qui ont du mal à accepter les propositions d'hébergement en foyer, le cadre leur apparaissant très restrictif, auquel ils préfèrent celui plus libre du squat et de liens plus proches avec leurs amis.

Il apparaît une errance administrative également, perpétuée parfois par des services sociaux ou judiciaires.

« Certains vont être incarcérés à l'EPM dans le doute de leur minorité, mais en cas de passage par l'hôpital psychiatrique ils vont être hospitalisés avec des adultes. [...] de fait il n'y a pas de recommandation donc chacun fait sa popotte dans les traitements, et même administrativement. » [Médecin]

Des jeunes apparaissent totalement perdus dans leur suivi, certains ne savent pas même dire s'ils en ont un quelque part, à quoi s'ajoute l'absence d'interprète à certaines occasions, ce qui laisse le jeune

encore plus désemparé quant aux suivis entrepris. Concernant les problématiques de santé, les consommations de médicaments peuvent déboucher sur des problématiques addictives, et la difficulté à se sevrer :

« Le gros problème : quand ils n'ont pas de Lyrica®, ils n'arrivent plus à avoir une vie sociale, c'est la grosse raison de reprise des consos le regard social est très important. » [Médecin]

La fonction antidouleur du Lyrica® est plus nécessaire encore quand l'usage a pu entraîner des hyperalgies (forte sensibilité à la douleur) qu'il leur faut calmer par la consommation, et parfois par des formes d'auto-agressivité comme les scarifications (indépendamment de la fonction rituelle de celles-ci dans certaines régions du Maghreb). La problématique addictive passe souvent en second plan de l'accompagnement par les éducateurs des foyers, au vu des difficultés administratives autres, et des tabous qui l'entourent (de la part des professionnels et des jeunes). D'autant que les éducateurs sont parfois peu familiers des logiques d'accompagnement en addictologie, sur des temps longs, avec des étapes ou des visées uniquement substitutives et/ou de RdRD sans projet d'abstinence.

Enfin, côté somatique, des demandes de soins pour des problèmes dentaires et des blessures diverses sont récurrentes, quand les jeunes trouvent à les exprimer.

Pour faire face à ces problématiques sanitaires et à ces enjeux administratifs, plusieurs initiatives ont eu lieu en 2022, avec la création d'une équipe médico-sociale spécifique pour aller à leur rencontre (le dispositif Ligne 37) et la mise en place d'une permanence à l'hôpital du Vinatier (aujourd'hui de manière hebdomadaire, une trentaine de jeunes rencontrés depuis septembre 2022) avec prise en charge de la dépendance au Lyrica®. À noter l'initiative de l'association Cabiria qui rencontre ce type de jeunes dans des foyers d'hébergement afin d'évoquer également les possibles pratiques de prostitution, sujet particulièrement tabou autour duquel il est très difficile d'obtenir des informations.

Difficultés d'accès aux soins des usagers en précarité

Les problématiques de santé des usagers en situation de grande précarité sont toujours liées à la difficulté d'accès à l'hygiène (la vie à la rue ou en squat, dans des conditions parfois insalubres, impliquant des consommations à risques spécifiques), mais aussi aux services de soin dans leur ensemble, qu'il s'agisse de soins somatiques ou psychiques, y compris d'accès aux traitements de substitution.

Les difficultés d'accès sont principalement liées aux modalités d'accueil et aux contraintes des usagers de drogues : des horaires d'ouvertures restreints (les PASS ouvrent très tôt le matin et sont complètes à la 1^{ère} heure, de même que la permanence de Médecins du Monde) auxquels il faut se présenter sans être en état de manque au risque de ne pas tenir l'attente. Pour d'autres services, y compris d'urgences psychiatriques, il faut ne pas présenter de signe de consommation récente (alcool compris), sans quoi certains se voient renvoyer vers les services d'urgence somatique, au risque de *« perdre l'utilisateur en route »* (professionnel CAARUD), lorsqu'il faut repartir ailleurs dans la ville. En outre, être hospitalisé pour des raisons somatiques ou psychiques lorsque l'on est dépendant à une substance, y compris un MSO pris hors prescription, c'est souvent se confronter au manque et ainsi *« ne pas tenir l'hospit »* (professionnel CAARUD). Les professionnels des CAARUD, de la veille sociale et des dispositifs d'hébergement de Lyon et de Grenoble évoquent leurs difficultés systématiques à accompagner un usager vers le soin et à le faire hospitaliser, malgré leur rôle de médiateur. Ils soulignent le fait que des usagers sont parfois fort mal accueillis, catalogués comme *« grand précaire usagers de drogues »* suspectés de venir chercher autre chose qu'un soin, ou dont le comportement mettrait forcément à mal le cadre d'accueil. Certains professionnels de CAARUD ou CSAPA s'échangent des *“astuces”*, des *“bons mots”* pour faciliter une prise en charge hospitalière, qu'elle soit somatique ou psychique.

« Il y a des mots clés qu'il faut connaître, il faudrait qu'on fasse un guide : comment se faire hospitaliser en 10 leçons ! [...] c'est surtout en termes de mots, de termes qu'on va

employer...par exemple quand on emmène un usager qui est en crise suicidaire en psy [hôpital psychiatrique], on va parler de « scénario suicidaire » « vellétés suicidaires » c'est pour que le service sache qu'ils prennent un risque à ne pas hospitaliser la personne...parler leur langage c'est important, quand on utilise des termes médicaux [...] et puis il y a les consommations aussi, d'alcool par exemple... on va pas tout dire, desfois on est obligé de mentir un peu, de pas dire toute la vérité [...] et même de briffer les usagers pour qu'ils ne disent pas tout » [Infirmier en CAARUD].

Le peu de place dans les services et le manque de personnel complique plus encore l'accès aux soins psychiatriques, en CMP ou pour des hospitalisations d'urgence. L'accès aux TSO, en particulier à la méthadone est également très difficile : en région lyonnaise ce sont plusieurs mois de délais dans la plupart des CSAPA, et la difficulté parfois même d'avoir un rendez-vous quand les plages horaires téléphoniques sont limitées à une heure par mois. « Ça ressemble à du non recours, des personnes qui baissent les bras avant de commencer parce qu'ils savent que ça va pas marcher. » [Intervenant en CAARUD Lyon]. De plus, les dosages lors des inclusions apparaissent trop faibles pour beaucoup d'usagers qui la consomment déjà depuis plusieurs mois ou années. C'est principalement le manque de médecins au sein des CSAPA qui semble être à l'origine de ces difficultés. Alors que les postes sont financés, trop peu de candidats sont disponibles et c'est toute l'organisation de la délivrance de ces traitements qui est touchée, dans des structures qui parfois ne prennent même plus de nouveaux patients.

Un cas parmi tant d'autres

« Volak, polonais d'une quarantaine d'année, en France depuis 10 ans dort dans un campement. Il vit uniquement des revenus de la manche, et son AME (aide médicale d'Etat) n'a pas été renouvelée depuis plusieurs années. Il achète de la méthadone à une "connaissance", prend 60 mg le matin et part en fin de journée au four pour un achat d'héroïne. Après plusieurs années d'injection en jugulaire (il ne trouve plus de veines au niveau des bras), il s'injecte dans une plaie qui ne cicatrise pas, sur le mollet. Depuis quelques jours, son mollet est devenu chaud, rouge et Volak a des difficultés à marcher. Depuis plusieurs mois déjà, les équipes de la PASS mobile, du Samu Social et du CAARUD se relaient pour tenter de l'amener vers le soin, ce qu'il refuse systématiquement. Il faut trouver le bon horaire qui correspond au moment où il a suffisamment de produits pour tenir la longue attente à l'hôpital. La douleur le réveille désormais la nuit, l'empêchant de se rendormir. Prêt à se rendre à l'hôpital, il lui est proposé de le retrouver sur son campement un vendredi à 7h (pour pouvoir arriver tôt aux urgences, profiter de sa consommation matinale de méthadone). N'ayant pas de couverture maladie, les urgences annoncent que "ça risque d'être compliqué et très cher de le prendre en charge." Il faut insister pour que sa plaie soit quand même vue. L'infirmière à l'accueil l'oriente vers la médecine générale "ça ne vaut pas le coup d'être pris aux urgences, mais il faut que ce monsieur voit un médecin généraliste aujourd'hui ou demain." Volak s'inquiète du montant de la prise en charge que l'infirmière ne cesse de lui répéter. Nous décidons de repartir, la Pass affiche complet, une autre n'a pas de médecin avant quelques jours. Nous tentons d'amener Volak à la permanence de Médecin du monde : trop tard ! La permanence ouvre à 9h, il faut y être à 8h30 sinon il n'y a plus de place, il est 9h15. Fatigué, Volak nous demande de le ramener sur son campement. » [Note ethnographique, éducatrice en CAARUD, décembre 2022]

Produits, pratiques de consommations et problématiques associées

Les produits majoritairement consommés

La place centrale de la cocaïne dans les consommations

C'est de loin le produit le plus consommé (hors tabac et alcool) par les usagers précaires partout dans la région, et particulièrement sous forme basée (cf. page suivante). En CSAPA, il s'agit également d'une tendance à la hausse qui concerne les usagers précaires rencontrés mais aussi les moins précaires, qu'ils consultent spécifiquement pour ce produit ou non. Les retours sont partout ou presque similaires à celui-ci :

« Sur le CSAPA, la donnée majeure, c'est la prédominance de la cocaïne. Donc à la fois des gens qui arrivent avec comme première demande et unique demande la consommation de cocaïne. Mais aussi pour tous les gens, enfin, la grande majorité des gens qui sont suivis en TSO [traitement de substitution] et qui consomment de la cocaïne. » [Educateur en CSAPA, Lyon]

S'agissant des usagers en grande précarité rencontrés en CAARUD, consommateurs d'opiacés dont des MSO, leurs consommations se sont également majoritairement centrées sur la cocaïne, en parallèle ou à la place de ces usages initiaux d'opiacés. D'autres ont débuté leur parcours de consommateurs, parfois d'injecteurs, par la cocaïne. Celle-ci est décrite comme le produit le plus disponible partout en région, du fait de la multiplicité des points de vente dans les agglomérations, les réseaux de livraison (cf. partie trafic), parfois même des ventes dans l'enceinte des hôpitaux et/ou aux abords de lieux de sevrage, et à des prix toujours en baisse, avec parfois des doses proposées à partir de 10 euros. Si le prix en baisse favorise l'accès, il s'agit néanmoins de sommes conséquentes qui sont dépensées par les usagers, plusieurs dizaines d'euros par jour en moyenne, du fait de la compulsivité de la consommation et des prises nombreuses pendant la journée en comparaison des opioïdes.

Les problématiques associées à la consommation de cocaïne restent les mêmes que les années précédentes. Sont rapportées des dettes importantes (parfois jusqu'à plusieurs milliers d'euros) et des actes de vols ou de prostitution pour les éponger, des pertes de logement/hébergement avec retour à la rue, des violences subies ou commises (notamment dans les foyers d'hébergement et les accueils de jours). La détérioration de l'état psychique (manque de sommeil, épisodes paranoïaques, syndrome d'Ekblom – délire d'infestation parasitaire – détresse dépressive) est également observée par les professionnels interrogés, de même que celle de l'état physique : affaiblissement, perte de poids, dénutrition, détérioration des cloisons nasales en cas de sniff, du réseaux veineux en cas d'injection, problématiques pulmonaires types BPCO (bronchopneumopathie chronique obstructive) et douleurs dentaires si la cocaïne est fumée, endocardites et vascularites.

Cette année a été particulièrement marquée par les surdoses de cocaïne, de très nombreux cas ont été rapportés notamment à Lyon par des usagers et des professionnels de CAARUD ou d'hôpitaux (y compris psychiatriques). Il s'agit de cas non mortels mais avec des symptômes conséquents. Dans la majorité d'entre eux, la cocaïne était injectée, mais parfois également fumée. Sont évoquées des crises d'épilepsies, des catatonies ou pertes de connaissance pendant plusieurs minutes voire plusieurs heures, des douleurs intenses au cœur et des tachycardies, des convulsions, une perte de la vision, des angoisses très fortes, une amnésie, et parfois même des hallucinations, ou encore une très forte agressivité. Ces surdoses sont parfois devenues si fréquentes que les usagers, inquiets, questionnent sur la possibilité d'un antidote ainsi qu'il en existe pour les surdoses d'opioïdes (naloxone). Toutefois, certains usagers cherchent spécifiquement cet état à la limite de la surdose (« *se sentir partir* ») et apprécient en partie les convulsions, utilisant pour les décrire le terme « *faire l'asticot* ».

Cette année encore, la consommation de cocaïne sous forme basée est majoritaire chez les usagers en précarité rencontrés dans l'ensemble des CAARUD, en région transfrontalière et dans les grandes agglomérations, mais aussi dans les territoires plus ruraux. Les intervenants de ces structures notent en 2022 une augmentation de la délivrance des pipes pour fumer, dans des proportions qui ont parfois de nouveau doublées par rapport à 2021. Les professionnels indiquent rencontrer des usagers venus uniquement pour l'accès à ce matériel et des usagers nouvellement consommateurs de ce produit. Des intervenants en CHRS mentionnent également un phénomène de consommation devenu bien concret pour eux, de par la visibilité des pipes, des odeurs d'ammoniac dans les couloirs, des cuillères qui disparaissent, et des comportements des usagers associés à cet usage (état de défonce apparent, comportement agité...)

La pratique se répand suffisamment pour que la vente de crack soit de plus en plus souvent observée (cf. p. 20) et en partie incitée par les revendeurs, car parfois des pipes sont données (ou vendues) avec la cocaïne chlorhydrate, soulignant de manière implicite qu'elle sera fumée (pratique rapportée à Clermont-Ferrand et en Ardèche, y compris en milieu festif). Le terme « crack » apparaît aussi de plus

en plus employé par les usagers, semblant moins tabou, même s'il est plus souvent associé à la vente directe qu'à la cuisine faite par l'usager.

Les effets recherchés et le contexte de consommation de la cocaïne basée diffèrent souvent de ceux de la cocaïne sniffée : des effets moins stimulants, plutôt calmants sur l'instant, et le caractère de convivialité est plus souvent mis en avant car les consommations sont souvent collectives, que ce soit dans l'espace public ou dans les lieux de vie (appartements, CHRS). Il est fréquent qu'un usager « cuisine » (transforme la cocaïne chlorhydrate en cocaïne base en ajoutant du bicarbonate ou de l'ammoniaque) pour plusieurs, qui mettent en commun leur cocaïne ou, en amont, l'argent servant à acheter un ou plusieurs grammes.

Les usagers basent, en majorité, toujours à l'ammoniaque. Le passage au bicarbonate est une pratique conseillée par les intervenants des CAARUD dans une optique de RdRD (du fait de la moindre nocivité du bicarbonate), qui proposent plusieurs modalités pour cela :

- délivrance de petits sachets ou tubes Eppendorf (voire gélules conditionnées en pharmacie) de bicarbonate prêt à l'emploi ;
- recours à des supports visuels pour aider les usagers à baser au bicarbonate, qui sont disponibles sur Internet ou réalisés en interne. Un CAARUD lyonnais a ainsi réalisé plusieurs vidéos ces dernières années, et encore en 2022, avec des usagers auprès de qui les professionnels ont aussi recueilli des descriptions de techniques différentes (quantité d'eau, technique de chauffe, temps de refroidissement, etc.).
- plusieurs intervenants souhaitent mettre en place des ateliers de formation au basage au bicarbonate, qui restent pour l'heure à l'état de projet ou de tentatives, échouant souvent du fait de la difficulté d'honorer le rendez-vous du côté des usagers en possession de cocaïne, mais aussi de la difficulté des professionnels à se sentir suffisamment confiant pour accompagner des usagers dans une pratique qu'ils ne maîtrisent que rarement, au risque que le produit soit perdu.

Au-delà de la technique en tant que telle qui peut mettre en difficulté certains usagers du fait de la peur de perdre du produit, le passage au bicarbonate reste compliqué pour ceux qui sont habitués au basage à l'ammoniaque et aux ressentis de son effet et de son goût spécifique. Pour d'autres, le changement est au contraire particulièrement apprécié et un mieux-être respiratoire est souvent rapporté.

Les problématiques associées à la cocaïne basée restent importantes, similaires à la cocaïne en général (cf. plus haut) ou spécifique à ce mode de consommation, mais le fait qu'elle soit fumée les amplifie parfois :

« T'es jamais satisfait, c'est dur de s'en débarrasser. Quand tu fumes ça, t'es éternellement insatisfait, tu vas niquer 10 grammes dans la journée, t'en n'as pas assez. C'est le truc qui se rapproche le plus de la pique, tu recherches le premier effet que ça t'a fait quand tu l'as pris mais tu le retrouves jamais. T'as envie encore de taper, taper. » [Usager, 43 ans, vit en appartement, bénéficiaire de l'AAH]

Pour certains, il est même plus difficile de gérer la consommation de cocaïne lorsque celle-ci est basée puis fumée que lorsqu'elle est injectée :

« C'était plus gérable la base pour moi. Je suis là dès le matin à gratter le sol pour espérer trouver un caillou. J'en pouvais plus. Au moins maintenant je me fais juste mes deux taquets [injections] par jour et ça va mieux. » [Usager 40 ans, vit à la rue, bénéficiaire du RSA].

« Gratter le sol » renvoie au fait de chercher des résidus de caillou, si minuscules soient-ils, pour espérer en tirer le moindre effet qui sera toujours bon à prendre lorsque le manque, des plus angoissant, se fait sentir. Par l'attitude ainsi générée, les usagers parlent aussi de « syndrome de la poule ». Enfin, l'intensité des effets provoqués par la cocaïne fumée réactive chez certains usagers l'envie irrésistible d'injection, pratique dont ils avaient réussi à se départir depuis parfois plusieurs années et dans laquelle ils « rechutent à cause du crack », y compris pour les consommations d'opioïdes.

Héroïne : un retour marqué en région lyonnaise

Après avoir été un temps délaissée au profit du Skenan®, l'héroïne est de nouveau consommée par les usagers des CAARUD lyonnais (mais également ailleurs en région). Plusieurs facteurs conjugués expliquent cette augmentation : les difficultés toujours effectives de l'accès à un traitement de substitution (nombre d'usagers retournent chercher de l'héroïne car ils ne savent pas où trouver une prescription de méthadone), la baisse d'accès au Skenan® (qui faisaient pour certains également office de substitution), et l'augmentation de la disponibilité de l'héroïne dans de nombreux points de vente en région et à des prix en baisse (cf. partie trafic), y compris via la livraison. La qualité, certes aléatoire, est néanmoins réputée plus correcte qu'auparavant. À cela s'associe le fait que certains usagers sont revenus vers l'héroïne après quelques mois ou années de consommation intense de cocaïne qui l'avait remplacée. L'usage d'héroïne est jugé par eux beaucoup plus gérable, moins onéreux aussi, et accompagné d'une sociabilité moins néfaste (ces usagers regrettent les tensions générées par la cocaïne) voire d'une intégration dans un groupe de pairs.

« J'ai l'impression que la came c'est un truc qui revient, et dans le squat dans lequel je suis, j'ai vu des gens qui ne prenaient pas de came avant, se mettre à la came tu vois et aussi c'est moins cher que la coke, donc d'une certaine manière, on va dire que c'est plus rentable. Des gens qui ont arrêté la C et qui se sont mis complètement dedans, encore une fois je trouve que c'est un effet de groupe. » [Usagère d'une trentaine d'années vit en appartement, emploi d'insertion]

Benzodiazépines : régularité de l'usage

Des médicaments benzodiazépines font toujours partie des consommations régulières des usagers en grande précarité rencontrés en CAARUD. Beaucoup ont une consommation, parfois quotidienne, de ces molécules (Valium® et Seresta® principalement) qu'ils obtiennent par prescription ou au marché de rue (alimenté par la revente des prescriptions d'autres usagers) et consomment à visée de défonce, ou bien pour gérer l'usage d'autres drogues (manque ou redescence). Des consommations qui se font parfois du matin jusqu'au soir sont décrites par certains professionnels de CAARUD comme en augmentation, là aussi parfois mises en lien avec la difficulté d'accès à la méthadone et avec des tentatives de diminution de l'alcool. Des usages parfois conséquents donc, qui peuvent faire courir le risque de surdose quand ils sont associés à des opioïdes, des usagers rapportent avoir « frôlé l'OD » de ce fait.

« Ils tricotent une sorte de pseudo substitution... parce que y en a plein qui prennent du Valium® le soir, ça leur permet de moins consommer leur métha. Est-ce que c'est pas la médecine de ville qui se substitue un peu au reste ? » [Infirmier en CAARUD]

Des produits dont l'usage est en augmentation

Lyrice® : des difficultés au sevrage

L'usage de Lyrice® est rencontré principalement chez les migrants (jeunes ou non) d'origine d'Afrique du nord, il semble avoir pris de l'ampleur ces dernières années à Lyon mais aussi à Grenoble, ainsi que dans de plus petites villes comme Chambéry et Annonay (cf. plus haut partie trafics et jeunes migrants algériens). L'usage du Lyrice® est également très présent en milieu carcéral. Il concerne ici toujours des personnes d'origine maghrébine qui arrivent en détention déjà consommatrices, et parfois avec des symptômes de manque importants. Le sevrage de Lyrice® pose des difficultés spécifiques et sa substitution par d'autres molécules médicamenteuses semble peu efficace. La récurrence de ces usages conduit également l'organisation d'un trafic en interne, où le Lyrice® rentre notamment par projections dans l'enceinte de la prison et se monnaie ensuite entre détenus.

« [Il y a] énormément de Lyrice® retrouvés dans les projections qui sont saisies quasiment toutes les nuits par les services de la pénitencière. [...] Le prix est variable, une plaquette de prégabaline qui équivaut à peu près à 5 paquets de cigarettes. [...] Donc tout s'achète, soit en échangeant des paquets de cigarettes ou des choses qu'on a cantiné ou par les mandats et

carte PCS [Prepaid Cash Service Card, carte prépayée]. » [Médecin, unité sanitaire en milieu pénitentiaire]

Kétamine : un produit plus visible, aux fonctions multiples

La kétamine fait partie des produits plus fréquemment consommés par les usagers en précarité depuis déjà plusieurs années. En 2022, elle est encore fréquemment citée par les usagers fréquentant les CAARUD de la région. Elle est consommée en plus d'autres produits (opioïdes et cocaïne) mais peut s'avérer d'usage quotidien chez certains.

Les consommateurs décrivent des fonctions multiples au produit, des effets de forte intensité, mais aussi plus légers le temps d'une soirée ou pour égayer le quotidien, tenir une journée de travail (dans l'insertion), ou encore pour redescendre après l'usage d'autres produits (stimulants ou même opioïdes) ou minimiser le manque. La régularité de son usage peut entraîner une addiction chez certains usagers qui se trouvent en difficulté dans la gestion de leur consommation de kétamine, avec des doses parfois massives, des symptômes de manque à l'arrêt et l'impossibilité parfois de stopper la consommation.

« Y'a pas mal de ké chez les zonards. J'ai des potes qui sont que à la ké et qui ont arrêté toutes les autres drogues. Tout le monde disait avant que tu ne pouvais pas être accroc, et maintenant y'a plein de gens qui peuvent pas se passer de ké. [...] Nous on commence à voir des potes qui sombrent dans la kétamine. Je trouve qu'on est mal informé par rapport à ça.. [...]. Tous les jours... ils tapent, [...] On m'a dit : "ouais y'a pas d'accoutumance" et ben tous les gens qui tapent de la ké autour de moi, c'est des quantités de plus en plus folles, ça prend des litrons de ké assez facilement. » [Usagère, environ 30 ans, vit en squat, emploi d'insertion]

Des produits moins présents

Amphétamines : des pénuries ponctuelles

Les usagers mentionnent très peu d'usages d'amphétamines (« speed »). Si consommations de speed il y a, elles semblent plutôt ponctuelles. Certains décrivent même une diminution voire une disparition du speed au profit d'une consommation de cocaïne, du fait de la difficulté à trouver du speed à Lyon depuis plusieurs mois voire plusieurs années (cf. espaces festifs). Mais la tendance à la pénurie n'est pas du tout constatée à Grenoble (ni dans les espaces festifs, ni auprès des usagers en grande précarité) pour qui il reste largement consommé et notamment dans des groupes d'usagers polonais.

Skenan® : un marché de rue devenu quasiment inexistant

Le Skenan®, longtemps fortement disponible à Lyon et à Bourg-en-Bresse et principal opioïde consommé par les usagers des CAARUD, a quasiment disparu du marché de rue depuis le début des restrictions de prescriptions engagées par la sécurité sociale en 2019. La minorité d'usagers qui continuent de le consommer sont ceux qui ont réussi à conserver un traitement prescrit par un médecin dont ils taisent souvent le nom, ou ceux qui ont maintenu un lien fort avec des usagers revendeurs qu'ils retrouvent alors sur rendez-vous.

« C'est anecdotique, vraiment, par rapport à ce qui y avait y a 3 ans, ou y'avait du Sken' partout. En fait y a vraiment des usagers qu'en ont et qui consomment du Sken' depuis 5 ans, et qui on réussi à trouver un médecin et qui est du coup complètement chassé gardée. » [Intervenant CAARUD]

Le report sur l'héroïne, voire sur la cocaïne fumée ou injectée, reste la principale issue à cette baisse de disponibilité pour les autres usagers qui se sont vu couper leur prescription, quand les relais en CSAPA pour un traitement par méthadone n'ont pu être fait dans des délais acceptables pour eux.

Méthadone : une moindre disponibilité

La méthadone prise hors cadre de prescription reste marginale du fait de l'assèchement du marché de rue à Lyon, en partie lié à la difficulté d'obtenir une prescription en CSAPA, le marché étant principalement alimenté par des usagers-revendeurs. Quelques usagers indiquent toujours l'acheter auprès de pairs, à Lyon mais aussi ailleurs en région, et la méthadone reste en majorité consommée ainsi sous forme de sirop ingéré. Les injections de sirop qui n'étaient quasiment que le fait d'usagers géorgiens ne sont plus observées dans les CAARUD du fait de la baisse drastique de fréquentation de ces personnes après les confinements. Les rares cas d'injection de méthadone en gélule documentés les années précédentes n'ont pas été observés cette année.

À noter que la plupart des cas de surdoses rapportés en 2022 (presque l'ensemble des CAARUD ont rapportés des cas, dont au moins trois mortelles en région lyonnaise), impliquait la consommation de méthadone, parfois associée à la cocaïne et l'héroïne. Ces surdoses concernaient des usagers parfois particulièrement jeunes (moins de 25 ans pour deux d'entre eux) décédés dans leurs squats et en présence d'autres usagers. Cela questionne d'autant plus les professionnels sur le non-recours à la naloxone, pourtant de plus en plus connue des usagers.

Subutex® : des usagers historiques

L'usage hors cadre médical de Subutex® (achat de rue et/ou injection) est de moins en moins présent chez les usagers en grande précarité et ne concerne presque plus que les quelques usagers « historiques » des CAARUD, qui ont débuté sa consommation il y a de nombreuses années. Aucun nouvel usager de Subutex® par injection n'est rencontré par les intervenants (sauf quelques usagers de passage dans la région ayant débuté la pratique il y a longtemps).

La naloxone de plus en plus connue des usagers

La naloxone, sous forme intramusculaire (Prénoxad®) ou intranasale (Nixoïde®, disponible depuis 2022 dans les CAARUD), est de plus en plus connue des usagers, indiquent les professionnels de CAARUD. Ceux-ci ont multiplié les initiatives pour promouvoir le produit, avec des affiches informatives, des temps de formations des usagers dans les locaux ou dans les lieux de vie collectifs (squat, lieu d'hébergement), et parfois également auprès des équipes de CHRS, d'accueil de jour, et également des pompiers. La délivrance de kits a augmenté dans plusieurs CAARUD et les usagers sont plus nombreux à indiquer avoir eu recours au produit cette année, quand bien même ces retours restent marginaux et concernent parfois des situations qui ne correspondent pas à l'indication (auto administration pour test, administration suite à consommation de cocaïne, administration à un tiers pour essayer, etc.) ou avec des techniques non-adaptées (oubli de la seringue, administration au niveau du cœur, etc.). Enfin jamais ou presque les usagers n'ont prévenu les secours, par crainte de transmission à la police.

Autres produits à la marge

Quelques autres médicaments sont consommés par certains usagers rencontrés dans les CAARUD de la région. Il s'agit de molécules obtenues la plupart du temps sur prescription et consommées hors cadre thérapeutique : injection de Ritaline®, d'oxycodone, de tramadol, ou encore patch de fentanyl mâché.

À quoi s'ajoute la 3-MMC, également évoquée par de jeunes usagers à la rue à Lyon, qui trouvent ce produit dans les espaces festifs qu'ils fréquentent ou lorsqu'il leur est proposé par leur revendeur. Son usage reste rare bien qu'apprécié, présenté par exemple par l'un d'entre eux comme « la petite joie du moment ».

À noter enfin quelques usages très occasionnels rapportés de « pink » ou « cocaïne-rose », phénomène très récent décrit dans la dernière partie de ce rapport (cf. p. 51).

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

Tendances de fréquentation des espaces festifs

Des soirées organisées hors cadre légal toujours très dynamiques

L'année 2022 fait suite à une période de deux ans de crise sanitaire qui avait vu le nombre de *free parties* diminuer, avec notamment la multiplication de petits *sound system* qui ont proposé beaucoup de soirées sur un format plus restreint en termes de nombre de participants. Quelques gros événements ont rassemblé plusieurs milliers de personnes, mais les événements de taille importante ont semblé peu nombreux, les principales fêtes ne dépassant pas les 500 personnes.

En ville, des « calages » sont toujours observés, à Lyon et Grenoble, dans des parcs, sous des ponts, avec de nouveaux collectifs qui là aussi se montent régulièrement, et peuvent également jouer dans des lieux plus privés et rassembler jusqu'à une centaine de personnes pendant un ou deux jours.

Concernant les événements semi-légaux de type Warehouse, certains lieux ayant accueillis plusieurs soirées largement fréquentées ont fermé en 2022. D'autres ont pris le relais, pour des événements toujours appréciés par les usagers du fait de leurs horaires tardifs et de la plus grande liberté permise (pas ou peu de contrôle de vigile, des consommations qui peuvent se faire plus ouvertement, etc.).

Enfin, de manière tout à fait clandestine, quelques rares squats situés en zone urbaine ont organisé des soirées avec une programmation tout aussi électro que punk, fréquentées par un public divers mais relativement peu nombreux, les lieux ne permettant pas d'accueillir au-delà d'une centaine de personnes.

La communication de l'ensemble de ces événements se fait toujours via les réseaux sociaux, par messagerie, puisqu'aucune communication officielle ne peut avoir lieu sans mettre en risque judiciaire les organisateurs et communicants.

Soirées organisées dans un cadre légal : lieux extérieurs privilégiés

L'année 2022 a été marquée par la reprise des festivals de grande taille réunissant jusqu'à 40 000 personnes dans la région, comme d'événements de moindre ampleur, notamment le festival psytrans HADRA dans l'Allier avec plus de 8 000 personnes. Privés de ces expériences durant les deux années de pandémie, le public habitué a répondu présent et de nouveaux festivaliers ont également été observés. « *Tous les festivals ont fait carton plein cet été* » [...] *avec des usagers habitués qui en ont ramené d'autres.* » [intervenant RdRD milieu festif].

En ville, les *open-air* (événements qui se déroulent en espaces extérieurs) ont été très prisés également, à Lyon comme à Grenoble, où la gratuité d'accès et les horaires de journée ou débutant tôt en soirée ont particulièrement plu, d'autant que les programmations étaient éclectiques et pouvaient rassembler des publics variés. L'ambiance plus ouverte de ces événements en extérieur a été privilégiée par des usagers peu enclins à revenir en club après les confinements et les périodes de couvre-feu durant lesquels ils ont expérimenté des festivités dans ces cadres ouverts, légaux ou non, y compris en journée.

Ainsi, on note également la fréquentation importante d'événements qui se sont déroulés le dimanche en journée (de 14h à 22h par exemple) dans des clubs avec un espace extérieur à Lyon et Grenoble. Le public y vient exclusivement pour cet événement, ou bien ce dernier peut faire office d'*after* pour les fêtards qui ne se sont pas couchés la veille, ou de *before* pour ceux qui continuent ensuite la soirée en appartement.

À l'inverse, d'une manière générale les soirées en clubs ont semblé beaucoup moins fréquentées, en particulier l'été, du fait de la concurrence des festivals et des *open-air*. Les jauges escomptées par les organisateurs n'ont pas été atteintes, alors que certaines de ces soirées pouvaient faire carton plein auparavant. Le prix d'entrée est un facteur énoncé par des usagers pour expliquer cette baisse de fréquentation, avec une augmentation non négligeable dans un certains nombres de clubs et de soirées, pour une diversité de programmation moindre qu'en festival (où les prix d'entrée ont également augmenté par ailleurs).

Mixité des publics

Les frontières sont toujours de moins en moins marquées entre événements légaux et illégaux, aussi bien du fait des *sound system* qui se produisent au sein des uns ou des autres (notamment certains collectifs qui ne se produisaient que dans des événements non déclarés et qui aujourd'hui peuvent jouer dans des lieux loués). Les publics transitent également d'une scène à l'autre. Des personnes fréquentant initialement les clubs fréquentent également plus souvent les *free parties* dont ils apprécient l'ambiance plus libre (relativement à l'absence de vigile) et parfois jugée moins oppressive par de nombreuses femmes, en comparaison des clubs où elles étaient confrontées à des comportements sexistes. De même que des usagers des *free parties* peuvent plus souvent fréquenter des clubs lorsque la programmation musicale les intéresse lors de soirées spécifiques.

Il est par ailleurs constaté que certaines des nouvelles personnes fréquentant les *free parties*, souvent durant l'été, semblent être affiliées à la culture queer, bien que des intervenants habitués de longue date à ces espaces s'interrogent sur le fait qu'il s'agisse de réelles convictions politiques, ou d'un simple style vestimentaire.

« Si la façon de s'habiller est bien différente en teuf qu'en club pouvant faire croire à priori que les teufeur.euses n'appartiennent pas, pour la plupart, aux mêmes classes sociales que les clubber.euses, néanmoins, aujourd'hui, le public des teufs est constitué en majorité de personnes insérées. » [Intervenant bénévole, association d'auto-support, 26ans]

À l'inverse, dans des espaces jusque-là plus affiliés à la culture LGBTQ+ (établissements ou soirées particulières), il est noté la présence *« de plus en plus de personnes non-queer et de mecs cis¹⁵ »* (observatrice Trend). Mais aussi, des soirées auparavant spécifiquement destinées à des publics gay masculin, ne le sont plus aujourd'hui.

« On voit de plus en plus dans les soirées où on va, qu'il y a une mixité des publics, [...] on se rend bien compte que c'est plus comme avant, 100 % gay, c'est très non binaire, même des femmes cis genre qui n'ont rien à voir, ou même lesbiennes, enfin c'est beaucoup plus éclaté et hétéroclite qu'autrefois. » [Intervenant, association de santé communautaire]

« Soumission chimique » : fin de panique et pérennisation des mesures préventives

Les craintes liées aux « piqûres » ou encore à l'ingestion involontaire de GHB ont continué d'inquiéter des fêtards ainsi que des organisateurs de soirées, dans les espaces alternatifs comme commerciaux, mais principalement avant l'été 2022, après lequel quasiment plus aucun cas n'a été rapporté. Précisons qu'aucun retour d'enquête n'a pu rendre ces suppositions de soumissions chimiques effectives (aucun produit détecté dans les analyses toxicologiques).

Plusieurs initiatives ont été mises en place depuis la fin 2021 : des postes médicaux dédiés dans certains festivals, avec parfois des numéros d'urgence à contacter, des « cellules d'alerte externalisées » pour certaines salles, des « safer-zones », des « brigade safe » qui maraudent, des interventions d'associations sensibilisant sur la réduction des risques liés aux usages de drogues et sur les violences sexistes et sexuelles (VSS) auprès des équipes d'organisation (avec parfois l'autorisation pour la première fois de la tenue de stands de RdRD ouvertement à destination d'un public de consommateurs de drogues), la signature du protocole VHSS (Violences et harcèlement

¹⁵ Le terme cisgenre est utilisé pour caractériser une personne dont l'identité de genre correspond à celle qui lui a été attribuée à la naissance, par opposition à une personne transgenre.

sexiste et sexuel) du syndicat mixte des musiques actuelles, l'achat massif de « capotes de verres » dans certains bars. Dans les espaces alternatifs également, un étayage par des associations de RdRD liées aux drogues et luttant contre les VSS ont eu lieu, « *un rapprochement [...] afin de poser des mots, de réfléchir des actions, qu'elles soient de l'ordre du protocole d'organisation ou de nouvelles règles tacites d'organisation.* » [Observateur Trend]. Ont pu avoir lieu également des discussions publiques ou non, en mixité ou non-mixité, la création d'un réseau d'entraide, la mise en commun de protocole entre des lieux alternatifs sur la gestion des violences. « *Pour les free, j'ai pu voir l'existence d'un groupe Telegram "violences en teufs", où des personnes notent des témoignages et descriptions d'hommes auteurs de violences.* » [Observatrice Trend].

On notera l'initiative d'un vendeur de GBL indiquant mettre du colorant dans son produit pour ne pas être accusé, ni favoriser d'aucune sorte le fait que la substance puisse être administrée à quelqu'un à son insu.

Produits consommés

Variation des consommations selon les espaces et événements festifs

On observe toujours des usages de drogues différents selon les espaces et événements festifs et, en leur sein, en fonction des types de musiques diffusées : les psychédéliques sont davantage consommés sur la musique psytrance et événements extérieurs (festival ou *free party*), alors que les clubbeurs et les usagers de la scène hardcore (légale ou illégale) privilégient les stimulants... Des produits sont quant à eux tout à fait transversaux aux différents espaces, depuis longtemps (cannabis, poppers, MDMA) ou de manière de plus en plus prégnante (cocaïne, et désormais aussi la kétamine). La 3-MMC est aujourd'hui ponctuellement observée dans l'ensemble des espaces alternatifs comme commerciaux, même si elle reste bien moins présente que les autres molécules. À noter que lors des *open air* en journée, on observe beaucoup moins de consommations de drogues qu'en soirée, bien qu'il s'y trouve tout de même de la cocaïne, de la MDMA/ecstasy et de la kétamine (mais très peu d'hallucinogènes). Le risque lié aux contrôles des forces de l'ordre peut également être pris en compte dans les choix des produits : certains sont ainsi privilégiés au regard du risque de contrôle routier de police aux abords des *free parties*, notamment la kétamine et le LSD (qui peuvent être consommés ensemble) qui tous deux ne sont pas détectables par les tests salivaires. En club, il s'agira surtout de prévoir la discrétion du mode de consommation, où l'ingestion pourra être ainsi préférée au sniff. De même, le fait de fumer la cocaïne est plus fréquent en *free parties* qu'en festival pour des usagers de ce produit fréquentant chacun des espaces, du fait du risque de contrôle en festival.

L'injection est systématiquement stigmatisée, quel que soit l'espace festif et le produit injecté (parce que la pratique en elle-même est décriée ou parce qu'elle est directement associée à l'héroïne, produit majoritairement rejeté, quel que soit le milieu, par les organisateurs comme par le public). Des intervenants associatifs en RdRD indiquent que cette stigmatisation peut décourager des usagers injecteurs de venir se renseigner et de prendre du matériel sur les stands, voire justifier le fait que les organisateurs refusent la présence de matériel d'injection sur les stands parce qu'il pourrait choquer leur clientèle.

3-MMC/3-CMC en espaces festifs

Il est observé depuis quelques temps la consommation de 3-MMC en milieu festif indépendamment de toute forme de sexualité sur le moment, consommée par des hommes comme des femmes quelle que soit l'orientation sexuelle. On parlera de 3-MMC mais il peut s'agir en réalité de 3-CMC, sans que les consommateurs ne le sachent eux-mêmes, du fait du remplacement de la première molécule par la seconde à la suite de l'interdiction de la 3-MMC aux Pays-Bas fin 2021 (cf. rapport précédent, et partie analyse de produit). Il se trouvent des usages dans des festivals de grande taille en région lyonnaise et grenobloise, dans des soirées affiliées au milieu queer, et dans quelques *free parties*. Elle est consommée principalement en sniff ou en parachute, comme la MDMA, par des usagers souvent

également consommateur de ce dernier produit qui achètent la « 3 » en amont de la soirée, sur Internet ou auprès de connaissances qui se fournissent sur le web classique ou le *Darknet*.

La réputation de la 3-MMC varie : tantôt décriée comme « drogue sale », « chimique », au contenu incertain, tantôt encensée pour ses effets euphorisants, la fiabilité de sa pureté, et son faible coût. Elle reste aussi une alternative à la cocaïne pour ceux qui ne la tolèrent pas ou qui n'y trouvent pas les effets escomptés. De plus en plus d'usagers connaissent désormais l'existence de la 3-MMC, qu'ils la consomment ou non, et celle-ci perd peu à peu son statut de « nouvelle » drogue, au point d'ailleurs que certains regrettent déjà une période antérieure présentée comme « l'âge d'or » de la 3-MMC, celle d'avant son interdiction aux Pays-Bas, lorsqu'elle était plus aisée à se procurer. Les motivations à l'usage sont donc ici festives, mais on retrouvera chez des personnes hétérosexuelles, hommes ou femmes, des usages de la 3-MMC également en lien avec la sexualité, ou encore comme drogue du quotidien permettant de tenir une journée de travail ou favorisant la créativité.

Du côté des services d'addictologie, une ELSA a recueilli des demandes d'hospitalisation en lien avec cette cathinone prise en contexte sexuel pour un public non HSH, d'hommes hétérosexuels mais aussi de femmes, ce qui est nouveau pour ces services. Du côté des services d'urgences hospitaliers, des prises en charge pour des problématiques cardiologiques en lien avec l'usage de cette substance sont également notées pour ces mêmes profils de personnes.

Les produits présents dans l'ensemble des soirées investiguées

Cannabis : l'herbe comme la résine restent consommées quels que soient les lieux festifs et les temporalités. En *free party*, on peut toujours trouver parfois des *space cakes* vendus à l'unité. La consommation de CBD sous forme de joints roulés, de vapotage (de e-liquide) ou de vaporisation (d'herbe ou de résine) est également présente, chez des usagers de cannabis qui alternent avec les joints classiques, ou qui ont totalement substitué le cannabis THC par le CBD. Nombreux sont ceux qui se questionnent, voire ont eu des déboires, sur des tests salivaires positifs au THC malgré une consommation exclusive de CBD.

Poppers : la consommation de poppers reste très présente en club comme en festival, mais aussi en *free party* bien qu'elle soit moins fréquemment observée. Le poppers est souvent associé à l'usage d'autres produits stimulants ou hallucinogènes, pour booster leurs effets. S'il est la plupart du temps inhalé à même le flacon, régulièrement la pratique du « cocktail » a été observée, consistant à mélanger du poppers dans une boisson gazeuse type Perrier, le verre passant de mains en mains, recouvert entre temps pour ne pas que les vapeurs se dissipent trop vite.

Ecstasy / MDMA : la MDMA, sous forme de poudre ou d'ecstasy, reste très fréquemment consommée dans l'ensemble des espaces festifs investigués, souvent vendue sur place à des prix stables (cf. tableau des prix) et particulièrement appréciée pour l'efficacité et la sécurité de ces effets. « *Tout le monde aime la D, c'est le principe même de cette molécule, t'aimes tout le monde, tu te sens bien, voilà.* » [Usager, 19 ans, étudiant]. La consommation de Candy flip (mélange d'ecstasy et de LSD) a été très peu rapportée cette année, mais existe toujours. De nombreux logo circulent, souvent ce sont les mêmes dans des lieux très différents, comme La Casa Del Papel rose observé en plusieurs endroit de la région, le portrait du rappeur 6ix9ine ou du rappeur Tekashi, de couleur jaune fluo ou bleu électrique, et plus fréquent encore des punishers bleu. De nombreux autres motifs faisant toujours référence aux figures de la culture populaire ont été rapportés : Joker, dollars, Star wars, Maserati, Bulldog, AMG, Donkey kong, Olympique lyonnais, cœurs, etc. Beaucoup de cachets d'ecstasy ont été décrits comme particulièrement puissants par des usagers, mais aussi par des intervenants en RdRD quand ils ont dû prendre en charge des usagers via des pratiques de réassurance¹⁶. Des dosages sont parfois indiqués

¹⁶ Les pratiques de réassurance consistent à prendre en charge une personne ayant généralement consommé un produit entraînant des troubles de type angoisse, panique, paranoïa, et un ensemble de symptômes liés à ce qui est communément désigné comme « bad trip ». Il convient de « rassurer » celle-ci par un accompagnement adapté (mettre la personne en sécurité, diminuer l'intensité des agressions sensorielles, etc.) pouvant durer quelques minutes ou plusieurs heures. Cette prise en charge est généralement menée par des intervenants en

sur les comprimés (ainsi les punishers annoncé parfois à 200 mg voire 250 mg), mais aucune analyse n'a pu le confirmer, en l'absence de dispositif de RdRD en mesure de quantifier les ecstasy, et par la difficulté du dispositif SINTES à pouvoir réaliser ces collectes a posteriori (souvent le comprimé est entièrement consommé). On notera la circulation dans plusieurs festivals de soi-disant comprimés d'ecstasy qui contenaient en réalité des cathinones de synthèse (cf. partie analyse de produit p. 51).

Cocaïne : la cocaïne est présente dans tous les espaces observés depuis plusieurs années maintenant, avec un prix d'achat toujours en baisse dans les événements festifs. Elle est souvent obtenue par livraison en amont ou aux abords de ceux-ci, ce que notent également les forces de l'ordre qui interpellent de plus en plus de livreurs dans ces contextes et constatent dans le même temps un rajeunissement des clients. Concernant la cocaïne fumée, elle reste extrêmement rare sur les temps festifs, seulement en *free party* et peu couramment, principalement du fait des effets moins stimulants donc souvent jugés moins appropriés en ce contexte.

« C'est pas non plus dans le même milieu qu'on va consommer, on va sortir, on en trace, ça donne un coup de boost. Une soirée posée, en train de discuter, en pipe, ça va te poser, c'est pas du tout le même mood, la même ambiance de soirée. » [Usagère, 24 ans, étudiante]

Des usagers constatent tout de même la consommation de cocaïne fumée dans les voitures, et des intervenants distribuent du matériel destiné à cet usage durant les soirées en établissement commercial, bien qu'elle reste relativement stigmatisée du fait de l'association immédiate entre coke-fumée, crack et addiction.

Kétamine : la forte présence de la kétamine est un phénomène assez récent, on la trouve désormais dans l'ensemble des soirées observées, que ce soit en région lyonnaise, grenobloise et stéphanoise, en établissements, en soirées privées, en *free-parties* ou soirées warehouse, intérieures comme extérieures, mais aussi en *open-air* en journée, et dans les festivals grand public (« produit phare » du festival d'Aurillac selon plusieurs associations de RdRD y intervenant). Il ne s'agit pas seulement d'un même public de consommateurs fréquentant l'ensemble de ces scènes. Les profils d'usagers se sont en effet diversifiés et des intervenants en CJC indiquent également qu'elle est plus souvent évoquée par les jeunes. « *Quand j'ai commencé à consommer, c'était un truc un peu de niche alors que maintenant ça circule plus facilement dans tout type de genre musicaux.* » [Usagère, 33 ans, chômeuse]. Y compris dans des concerts de rap. Des intervenants en RdRD rapportent de nombreuses prises en charge pour des réassurance dues à des états dissociatifs à la suite de consommation de kétamine, et quelques k-hole (pertes de connaissance sous l'effet de la kétamine). Ils soulignent aussi à quel point les usages de ce produit se sont diversifiés : certaines personnes recherchent d'autres effets beaucoup moins hallucinogènes (même si certains la consomment toujours spécifiquement pour ces états dissociatifs, voire de décorporation) par la consommation de doses plus petites, ce qu'expliquent nombre d'usagers également.

Les motivations à la consommation de kétamine sont diverses, à commencer par son prix, elle est beaucoup moins chère que la cocaïne ou la MDMA, elle est devenue plus accessible en livraison (les forces de l'ordre indiquent d'ailleurs avoir interpellé plus de revendeurs de ce produit aux abords de lieux festifs). La recherche d'effets peut s'approcher de ceux de ces produits : se maintenir éveillé et stimulé sur toute la soirée, dans un état relativement enjoué, voire « cotonneux » mais sans pour autant perdre la maîtrise de ses actes quand une dose restreinte aura des effets légers et de courte durée. Elle peut également être consommée pour prolonger les effets d'autres psychédéliques, mais aussi être mélangée à d'autres produits pour en tirer des effets spécifiques (c'est le cas lors de son mélange avec de la cocaïne, appelé Clavin Klein ; ou avec la 3-MMC, appelé 3000).

« Les mélanges sont faits pour continuer à tenir toute la nuit en réimpulsant une nouvelle énergie au fil de la soirée, en entretenant une perche. [...] garder une intensité toute la soirée

réduction des risques qui connaissent bien l'effet des produits et les différentes phases, et sont souvent plus à même d'apaiser les usagers que d'autres types de secouristes non spécialisés.

en combinant des produits qui ont une durée assez longue avec des produits qui ont une action un peu plus courte et un peu plus ciblée. » [Personne non binaire, 31 ans, étudiante].

Enfin, la kétamine est aussi appréciée pour un effet calmant lors de temps d'*after* plus intimistes, ou pour la redescende d'autres produits consommés dans la soirée.

Nombreux sont les usagers qui ont débuté leur usage de kétamine durant les confinements, lors de soirées en appartement où l'expérimentation de ce produit leur paraissait plus évidente que dans les soirées en établissement qu'ils fréquentaient jusqu'alors et où ils n'osaient pas s'y risquer par peur de ses effets. Ils ont ainsi, dans ces espaces plus sécurisants pour eux, pu tester plus sereinement le produit, se familiariser avec ses effets et apprendre à gérer les doses. Certains l'ont ensuite adopté de manière plus régulière, jusqu'à en consommer désormais dans les soirées qu'ils fréquentent de nouveau (festivals et clubs).

En conséquence, la kétamine a aujourd'hui bien meilleure presse qu'auparavant dans les groupes d'usagers, quels que soient les espaces et événements festifs, notamment du fait de ces pratiques d'usage aux effets moins démonstratifs.

« Les gens qui font des k-holes, c'est pas très glamour [...] Les gens étaient un peu dégoûtés de voir les gens se traîner par terre, s'allonger dans la boue. Finalement, peut-être que les gens ont appris à mieux doser et ça fait des adeptes. C'est moins considéré comme la drogue dégueulasse, cra-cra, parce qu'avant c'était vraiment considéré comme ça. » [Usager, 40 ans, infirmier]

Néanmoins, la kétamine reste aussi pour beaucoup un produit suspecté de toujours pouvoir conduire à des effets trop intenses, difficiles à maîtriser. Elle a également l'image d'un produit pouvant entraîner une addiction, ce qui est toujours relativement mal perçu dans les espaces festifs. De plus en plus d'usagers décrivent ces phénomènes de dépendance à la kétamine, notamment lorsque la diversité de ses usages les ont conduit à en consommer à des occasions qui se sont multipliées durant le weekend (pendant la soirée et à la suite de celle-ci) mais aussi parfois en semaine, voire quotidiennement pour certains. De même que s'agissant d'usagers en grande précarité, des CSAPA indiquent leurs premières prises en charge pour une addiction à ce produit (cf. plus haut) chez des profils d'usagers plus insérés.

Protoxyde d'azote : les consommations de protoxyde d'azote restent présentes dans les espaces festifs alternatifs de type *free party* (avec parfois des ventes sur place), en festival, dans les soirées étudiantes et sur des temps festifs privés (appartements), ou dans l'espace public, notamment dans certains quartiers de banlieues où il s'intègre aux sociabilités quotidiennes au bas des immeubles (Lyon, Grenoble, Vénissieux, Annemasse), mais encore dans d'autres quartiers où de jeunes hommes se rendent pour sortir du leur et consommer sur un mode festif, souvent à l'intérieur de leurs véhicules. Des professionnels de CJC indiquent que de plus en plus de jeunes continuent d'évoquer le protoxyde d'azote comme un produit qu'ils ont déjà consommé ou auquel ils portent un intérêt. Des pharmacies ont indiqué avoir reçu de nombreux jeunes en recherche de vitamine B12, n'évoquant pas toujours le motif exact de leur demande, mais les pharmaciens suspectent qu'il s'agit là d'une tentative de prévenir les effets négatifs du protoxyde d'azote dont ces jeunes ont relativement bien intégré le risque de blocage de l'absorption de la vitamine B12. Précisons néanmoins que cette stratégie est relativement inefficace puisque le protoxyde continuera d'en bloquer l'absorption, quelle que soit la quantité de vitamine B12 ingérée en amont. Concernant les effets négatifs du protoxyde, des brûlures dues aux bonbonnes, ainsi que des chutes sont évoquées par les services d'addictologies rencontrant ces jeunes. Les autres dommages occasionnés (troubles neurologiques) sont peu constatés par ces services et sont observés lors de consultations qui ne font pas partie des services mobilisés dans le cadre de TREND, non spécifiques aux populations étudiées par le dispositif.

Les produits associés à certains espaces

Amphétamine : le « speed » reste un produit présent en espace festifs alternatifs, et apparait moins connoté négativement en espace festifs commerciaux où l'on rencontre parfois des usagers de ce produit. Il semble néanmoins être moins consommé qu'il y a quelques années et faire régulièrement l'objet de pénurie dans la région lyonnaise. On pourra s'étonner du fait que très peu de comptes sur les applications (cf. plus haut partie trafic) proposent ce produit, alors que d'autres produits d'usages moins fréquents dans ces espaces festifs ont fait leur apparition dans les menus (la 3-MMC par exemple). Un report vers la cocaïne est évoqué par certains usagers (nouvellement expérimentée à la place du speed, ou dont ils ont amplifié l'usage du fait de la moindre disponibilité du speed), principalement à Lyon. En région grenobloise, le speed reste présent dans la plupart des soirées observées, en *free party*, en soirée privée comme en établissement.

GHB/GBL : le GBL n'est que très peu observé hors des soirées chemsex (cf. plus bas). Il l'est parfois en établissements lorsque la soirée à une orientation LGBTQ+. Néanmoins des usages de GBL ont été évoqués chez un public non affilié à ces scènes ou à ces pratiques sexuelles, notamment en espaces festifs alternatifs (*free party*) ou même en festivals, où il trouve quelques adeptes, se faisant l'alternative à d'autres produits du fait d'un rapport qualité des effets / prix jugé intéressant. Certaines personnes délaissent ainsi « speed », LSD et MDMA, pour le GBL et parfois la 3-MMC (voir encadré p. 38), des produits pour lesquels ils peuvent se fournir de manière autonome via Internet (parfois par litres entiers). D'autres usagers indiquent également se fournir auprès de proches qui revendent à un réseau de connaissances plus ou moins élargi, conditionnant directement les doses prêtes à la consommation dans des tubes de quelques millilitres.

Psychédéliques (LSD, champignons, DMT et 2-CB) : les hallucinogènes très classiques comme le LSD et les champignons, ou plus rares comme la DMT ou le 2-CB (et dérivés type 2-CB fly ou dragon fly plusieurs fois observés cette année), sont toujours consommés en espaces festifs alternatifs (squat, *free party*, et open-air quand ils sont fréquentés par le public des espaces alternatifs), et souvent vendus sur place. La DMT reste relativement cantonnée aux usagers expérimentés, même si ses effets très brefs en font une molécule réputée d'usage accessible pour les novices. Des usages via la cigarette électronique ont été plusieurs fois évoqués, la poudre de DMT étant diluée dans le e-liquide, parfois vendu directement ainsi sur le Darknet, ses effets sont réputés alors d'autant plus maîtrisables, intervenant progressivement au fur et à mesure des bouffées, et durant moins longtemps.

Opium : enfin l'opium reste également cantonné aux usages en espaces festifs alternatifs, également du fait de son mode de consommation principal (fumé) qui ne se prête pas aux soirées en établissement, ou de ses effets plus appréciés en redescence d'autres produits et donc sur des temps festifs longs (*free party*).

Quelques autres molécules occasionnellement évoquées

Enfin, de manière extrêmement anecdotiques, on trouvera quelques expérimentateurs de HHC (cannabinoïde), de cathinones autre que la 3-MMC/3-CMC (comme la 2-MMC, la 3-MMA, la 4-MMC), de dérivé de LSD (1CP LSD), de AL-LAD (acide 6-allyl-6-ni-lysergique diéthylamide ou allylysergamide), de cannabinoïde de synthèse (AAb pinaca) qui, sauf rares exceptions, ne sont pas vendus sur place (un cas de revente de e-liquide avec cannabinoïde de synthèse en *free party* a été évoqué) mais que les usagers se sont procurés en amont sur Internet ou sur le Darknet.

À noter que les benzodiazépines (Valium®, Xanax®, Seresta®) font également parti du panel de molécules consommées pour contrer les effets non désirés d'autres produits (hallucinogènes notamment), mais plus souvent sur des temps postérieurs aux festivités, pour redescendre et/ou trouver le sommeil après des usages de produits stimulants ou hallucinogènes.

Pratiques de chemsex

Des modèles classiques d'organisation

On note peu de changement concernant les pratiques de chemsex, du moins s'agissant de celles documentées pour les usagers fréquentant les services médico-sociaux et associations de santé communautaire.

Les profils des participants sont toujours d'âges très variés (20 à 60 ans), de milieux sociaux divers également, et habitant majoritairement en ville, bien que certains résident dans des villages plus reculés et se rendent en ville pour l'occasion, mais reçoivent à domicile plus rarement.

Les applications de rencontres utilisées sont toujours principalement Grindr, parfois aussi Scruff et Planeteromeo, mais ce sont aussi des comptes Snapchat qui peuvent faire office de mise en relation, ainsi que le forum Internet Coco, toujours cité également. À noter que le phénomène des drogues y est bien présent, au point que de plus en plus de profils d'utilisateurs affichent à l'inverse leur volonté de ne pas avoir à faire à des personnes consommatrices, des « *profils qui affichent "No Drugs" de manière plus ou moins bienveillante* » (pratiquant et intervenant), comme si aujourd'hui le rapport s'était inversé entre le commun et l'exceptionnel (sur ces applications, pas dans l'absolu).

Concernant les modalités d'organisation de la soirée, à Lyon ou dans d'autres villes, mais aussi en milieu plus rural (car il y a « *le chemsex des villes et le chemsex des champs* » (intervenant santé communautaire), on peut trouver quelques variations :

- Avec ou non des *before* en établissements festifs (inexistants en milieu rural) et en lieux de cruising (lieux dédiés à la rencontre/drague) type sauna (à Genève de nombreux français fréquentent ces établissements). Les intervenants indiquent d'ailleurs l'amplification majeure des consommations en établissement ces dernières années par la diffusion importante de matériel de snif, bien plus que de préservatif désormais :

« Il y a 10 ans on se disait "il ne faut pas qu'on parte en festif sans prendre de dépistages et sans prendre de capotes", parce que ce qui marchait c'était les TRODS et les capotes. Aujourd'hui avec la PrEP et le dépistage à tous les coins de rue, ça n'intéresse plus personne, et ce qui intéresse c'est le matos de conso, et ce qu'on va distribuer le plus c'est les pailles, avec les dosettes de liquide phy [sérum physiologique] [...] sur 600 personnes on distribue 300 carnets de pailles [...] et encore tout le monde ne nous en prend pas. Il y a des consommateurs qui consomment et qui nous disent "non j'ai ce qu'il faut, donc on a pas forcément besoin". »
[Intervenant santé communautaire Lyon]

- Avec des personnes plus ou moins proches, selon les préférences de chaque groupe. Quand bien même ils utilisent les applications et sont ainsi par principe en lien avec des inconnus, l'accent est mis par de nombreux usagers sur le besoin d'interconnaissance (un groupe de base et quelques personnes en plus recrutées sur les applications) et la fréquence des soirées organisées uniquement entre personnes qui se connaissent (parfois entre couples d'amis). La convivialité et le partage de valeurs sont mis en avant par certains, en contrepoint des aspects négatifs parfois associés aux pratiques de chemsex (peu d'attention aux partenaires, vols de produits ou personnes qui ne viennent que pour y avoir accès, etc.)

« Il y a besoin de lien de confiance, besoin de partager un moment agréable, avec les mêmes principes : je viens pas les mains vides, je pose mon téléphone en arrivant, si j'en ai marre je m'en vais, enfin les mêmes règles partagées qui permettent que la soirée se passe bien... [...] y'a des principes, y'a des règles, y'a des façons de se comporter. Y'a un cadre, c'est du chemsex oui mais y'a un cadre, et si ce cadre est respecté le plan chemsex aura toutes les raisons de bien se dérouler. » [Pratiquant, intervenant, environ quarante ans]

- Avec des pratiques sexuelles spécifiquement mises en lien avec les consommations pour certains pratiquants et dans certaines soirées, comme le *fist* qui semble majoritairement pratiqué désormais avec la consommation de kétamine et/ou de cathinones. Certains pratiquant décrivent également

Lyon comme une ville où les pratiques sexuelles dites « hard » sont plus répandues qu'ailleurs : plus de pratique de *fist*, des plus gros objets sexuels, des consommations plus importantes de produits et au cours de sessions plus longues.

- Sont plus souvent évoquées également des consommations sur des temps d'activités sexuelles tarifés, ou des relations sexuelles en échange de produits consommés sur le moment, avec des usagers qui découvrent aussi le chemsex dans le cadre de leur activité d'*escort*. Ces pratiques sont d'autant plus évoquées en région transfrontalière du fait d'une activité importante d'*escorting* dans la ville de Genève. Certains ont même des rôles spécifiques associés, dans la revente de produits, voire dans la pratique d'injection qu'ils peuvent facturer en tant que telles.

« Chemsex à distance »

On soulignera la plus forte évocation de pratique de « chemsex à distance » cette année, qu'il s'agisse de réunions zoom de personnes consommant, parfois par injection, et se masturbant (ou non), mais aussi le visionnage de films pornographiques dans lesquels les acteurs consomment des produits, et le spectateur également. Ces pratiques se sont développées durant le confinement et ont en partie perduré pour ceux qui y ont trouvé des intérêts spécifiques (pas ou peu de liens sociaux à gérer par exemple). Elles sont aussi privilégiées par des personnes vivant dans des zones excentrées qui ne trouvent pas toujours de partenaires à proximité. Des intervenants en santé et des pratiquants soulignent les risques inhérents au fait que les usagers sont alors seuls en cas de problème lié à la consommation.

Produits consommés et mode d'obtention

Les produits consommés restent similaires aux années précédentes. Les **cathinones** sont toujours au premier plan, majoritairement la 3-MMC et bien souvent en fait de la 3-CMC (cf. partie analyse de produit), avec des retours erratiques sur les effets de cette dernière en comparaison de la 3-MMC (moins forts, moins prolongés, plus agressifs, faisant changer de mode de consommation certains pour délaisser le sniff, mais occasionnant des dommages veineux plus importants pour nombre d'injecteurs et des descentes plus douloureuses). Des mélanges sont nouvellement observés, comme le Royal, soit un verre contenant du GBL dans lequel est diluée de la « 3 ». La 3000 est toujours évoquée (kétamine et 3), mais aussi l'usage de « 3 » avec de la MDMA ou de la cocaïne. D'autres cathinones sont citées à la marge, comme la 4-CMC et 4-MMC, ainsi que l'alpha PHP/PVP dont les effets sont réputés plus forts que la « 3 » et plus difficiles à gérer, mais plus appréciés de ce fait par certains usagers.

Le **GHB/GBL** est toujours très présent, pris dans le cours de la soirée ou avant (ou en amont de la fréquentation d'un lieu de rencontre extérieur pour y trouver un partenaire), il est rarement le seul produit consommé par les usagers, et souvent associé aux cathinones.

La **kétamine** est de plus en plus présente, bien que rarement consommée seule, souvent également associée aux cathinones pour mieux profiter des effets de l'une et des autres (y compris dans les pratiques de *fist*). On notera d'ailleurs qu'elle est également revendue via les applications en secteur transfrontalier (cf. plus bas), phénomène relativement récent, de même que l'usage de kétamine de synthèse comme le 2F-DCK (parfois également consommé à l'insu des usagers lorsque ces molécules sont présentes dans une poudre achetée pour de la 3-MMC, cf. analyse de produits).

Le **poppers** et les médicaments liés aux troubles érectiles (Viagra® et Cialis®) sont aussi une constante, d'usage personnel ou partagé, ils sont parfois achetés sur les mêmes sites que les cathinones.

La **cocaïne et la MDMA** sont également consommées, mais de manière moins systématique et plus souvent lorsqu'il y a before en établissement festif.

Plus anecdotique, l'usage de **protoxyde d'azote** a été constaté dans des soirées chemsex dans des petites villes de la région, mais aussi lors de temps festifs type Pride, et consommé parfois en amont d'une session de chemsex.

De même la consommation de **méthamphétamine** est rare, réservée à des usagers revenant de l'étranger ou en lien avec la Suisse ou par les rares qui se fournissent sur le darknet.

Enfin, des produits ne sont pas consommés dans le cadre de la soirée mais fréquemment à la suite de celle-ci pour gérer les redescendentes des heures et jours suivants, comme **le cannabis** et les **benzodiazépines**, voire des **opioïdes antalgiques** type tramadol.

Les modes d'obtention sont également similaires aux années passées, les usagers se fournissent :

- sur Internet, pour les cathinones ou pour le GBL, via quelques sites mentionnés par tous les usagers. Certains ont évoqué l'existence de sites qui proposent à la fois des cathinones, des jouets sexuels et d'autres substances aphrodisiaques, faisant le lien direct avec le chemsex ;
- plus rarement l'usage du Darknet est mentionné, pour l'achat de kétamine ou de méthamphétamine ;
- l'achat auprès de revendeurs est de plus en plus cité par les usagers, ils sont des connaissances du milieu ou des amis d'autres cercles, mais aussi des personnes auprès de qui les usagers rentrent parfois en contact directement via les applications quand des comptes spécifiques proposent des produits de manière plus ou moins discrète ;
- l'achat directement dans la soirée est aussi un mode d'accès qui reste fréquent, que les produits soient fournis par la personne qui invite avec une participation des convives, ou que des revendeurs puissent parfois faire partie des participants (principalement pour les cathinones, la kétamine et le GBL), ou encore que le produit soit échangé contre des services sexuels.

La préférence pour un achat directement auprès d'un revendeur se justifie par la crainte du risque judiciaire lié à la commande via Internet, les usagers étant prêt à payer leur produit deux fois plus cher pour l'éviter (30 à 50 € le gramme de 3-MMC contre une quinzaine d'euros sur Internet). À noter qu'en région transfrontalière de nombreux usagers suisses se fournissent auprès de français dans la région d'Annemasse (ou qui leur livrent directement à Genève), du fait d'une surveillance des colis réputée plus importante en Suisse et des amendes douanières conséquentes. On soulignera la disponibilité très limitée mais existante de la « Tina » (méthamphétamine) en région transfrontalière, consommée dans les soirées à Genève, et vendue environ 150 francs suisses (soit 150 €) le gramme.

Problématiques associées

Les entretiens menés auprès de professionnels accompagnant des chemsexeurs font moins état d'une augmentation des usages (même s'ils soulignent une forme de banalisation de la pratique au sein des communautés), qu'une augmentation des personnes qui en perdent la maîtrise, et ne gèrent plus les difficultés associées. Ainsi les files actives des services les accueillant ont encore augmenté, plus d'une centaine pour l'un des CSAPA lyonnais, et presque autant pour le CAARUD situé non loin qui accueillent en partie les mêmes personnes pour des demandes spécifiques de matériel et d'accompagnement à l'injection. Les anciens patients/usagers sont toujours là et de nouveaux les ont rejoints.

Les problématiques soulevées sont toujours les mêmes, physiques comme psychiques, mais elles se sont amplifiées pour de nombreux usagers qui s'en accommodaient jusque-là :

- difficultés de gestion des consommations, principalement du fait de l'usage de cathinones induisant un fort *craving*, les demandes sont nombreuses ne serait-ce que pour une évaluation de la dépendance lors de la consultation initiale en centre de santé. Il apparaît alors souvent d'autres problématiques associées : dépendance aux écrans et parfois aux jeux vidéo, difficultés conjugales et/ou problématiques sexuelles, et la bascule dans une addiction plus ou moins forte caractérisée par une perte d'intérêt pour d'autres aspects de la vie sociale (et parfois y compris sexuelle).

- de fait, il devient difficile pour nombre de pratiquants de se détacher d'un environnement de plus en plus centré sur le chemsex, en dépit des conséquences négatives : difficile de réduire la fréquence des soirées - voire de ne plus les fréquenter - quand elles sont un rempart à la solitude, à l'isolement, participent d'une dynamique de couple parfois initiée en leur sein, mais aussi quand les pratiques de chemsex constituent une source de revenus lorsqu'elles sont associées au travail du sexe. Difficile également de (re)trouver une sexualité sans produits, lorsque ceux-ci entraînent une désinhibition permettant d'aller vers les autres ou/et des pratiques sexuelles spécifiques.

« Des gens qui sont vraiment dans des situations... soit qui sont sur le point de perdre leur logement, ou qui sont très isolés dans leur vie de tous les jours, qui ne voient que des consommateurs et qui n'arrivent pas à s'en sortir parce que leur monde est fait de chemsex. »
[Intervenant santé communautaire]

À ces difficultés en lien avec l'environnement de consommation et avec les produits au fort craving, peut parfois s'ajouter celle d'une dépendance au GBL qui s'installe petit à petit et entraîne des symptômes de sevrage physiques importants, en partie similaires à la dépendance alcoolique, où l'utilisateur doit ingérer des doses très régulièrement (avec des complications digestives associées) sous peine de se trouver dans un état de manque douloureux. Les motifs de consultation à ce titre ont été plus nombreux cette année encore :

« Il y a des fortes dépendances au GBL. [...] et puis il y a des gens qui ensuite ont une consommation quotidienne toutes les 3h. Avec des espacements parfois quand c'est au travail. [...] Certains font des sevrages dans le service d'hospitalisation, il y en a d'autres qui ne veulent pas. Donc là, j'en ai plusieurs où on est sur un protocole de décroissance : 0,1 ml par 0,1 millilitre. Tranquillement, donc ça dure un peu. » [Infirmier en CSAPA].

Les complications liées au mode de consommation restent également bien présentes pour ces usagers, qu'elles soient dues aux pratiques d'injections (avec des abcès, plaies diverses, dues à une piètre maîtrise des gestes et techniques de RdRD comme la désinfection ou la filtration) mais aussi à la corrosivité des produits injectés détruisant rapidement le capital veineux. Un CAARUD lyonnais le souligne particulièrement, mentionnant des usagers qui viennent avec des « *plaies nécrosées, sous de gros bandages que les usagers font eux-mêmes* », ainsi que « *des mains rouges voire violacées et gonflées* » [Intervenants CAARUD Lyon].

Les complications peuvent également être liées aux pratiques de sniff avec des problématiques de détérioration de la sphère ORL (cloisons nasales, gorges, muqueuse buccales).

Les infections virales sont toujours constatées en dépit des stratégies de RdDR adoptées par les usagers (voir encadré suivant), notamment les cas de VIH, de VHB et VHC, ainsi que de syphilis.

Enfin, les troubles psychiques engendrés par de forts états dépressifs et anxieux à la suite de sessions de consommations sont toujours rapportés. Ils peuvent parfois conduire à la volonté d'arrêter de consommer mais, s'installant dans la durée, la perspective de ne pas les estomper par une nouvelle session de consommation peut être difficile à supporter. De la même manière, certaines violences sexuelles vécues durant les pratiques de chemsex peuvent être tout autant source de volonté de mise à distance de celles-ci, mais parfois elles conduisent à l'amplification des usages pour la fonction d'oubli qu'ils permettent. C'est un point sur lequel certains professionnels ont particulièrement insisté en 2022, même si l'association entre usage de produits dans un cadre sexuel et violences est loin d'être automatique.

Pratiques de RDR au cœur du chemsex

Noter les heures de prises de GBL ainsi que le nombre de prises d'autres produits, s'imposer une « deadline » pour finir la soirée, privilégier le recours à des participants sachant injecter (parfois des infirmiers professionnels), avoir recours au matériel spécifique distribué en CAARUD ou obtenu via le service de RdRD à distance (une partie importante de la file active de ce service est constituée de chemsexeurs), solliciter un accompagnement à l'injection au sein de ces structures, changer de mode de consommations en fonction du produit, etc., sont autant de techniques de RdRD mises en œuvre par les usagers pour limiter les dommages évoqués. À cela s'ajoute que la grande majorité des chemsexeurs est désormais sous PReP (dont la difficulté d'accès a été résorbée par l'ouverture de prescription en médecine de ville), même si certains indiquent avoir du mal à la tolérer. Une partie également des pratiquants de chemsex est séropositive sous traitement, et si les préservatifs sont absents de la quasi-totalité des soirées, d'autres modes de prévention de la transmission du VIH sont ainsi effectifs.

Une terminologie qui évolue

La médiatisation du phénomène, à la fois nationale et locale, semble avoir conduit à quelques variations sur l'emploi du terme « chemsex ».

Par les usagers sur les applications, où l'on note la récurrence de termes comme « *plan planant* », « *plan chill* » « *chill party* », « *after party* » et l'utilisation d'une panoplie d'émojis (diamants, fusées, etc.) qui évoquent de manière sous-entendue l'usage de produits. Mais aussi de la part des intervenants médico-sociaux qui marquent la volonté de circonscrire et spécifier plus finement les pratiques : certains distinguent ainsi *chemsex* et *consommations sexualisées de produits*, mais avec diverses acceptions de cette dernière formulation :

- quand il n'y a plus forcément de sexe avec le partenaire (masturbation devant un écran par exemple) ;
- quand la consommation ne se fait pas sur le moment avec les partenaires mais seul avant de les retrouver (avant d'aller au sauna, en lieu de drague extérieur, etc.) ;
- mais aussi pour parler d'usage de produits en contexte sexuel pour des personnes hétérosexuelles, hommes et femmes, afin de conserver la particularité du terme *chemsex* aux communautés au sein desquelles il est apparu ou pour caractériser sociologiquement un phénomène et son public ;
- et même quand il n'y a plus du tout de rapport à la sexualité, ainsi que le rapporte l'animateur d'un groupe de parole dans un centre de santé communautaire :

« On marque « consommation sexualisée », pour être le plus inclusif possible, le plus large, parce que moi j'ai quand même beaucoup de gens qui sont venus me consulter en me disant "moi je veux bien venir au groupe mais je fais pas du chemsex parce que j'ai pas de sexualité depuis plusieurs mois, plusieurs années à cause de la substance", et du coup qui se posaient la question de la légitimité de leur participation. » [Animateur d'un groupe de parole, Genève]

Néanmoins, le terme reste relativement présent sur les applications de rencontre, parfois même associé à des pratiques de revente ou des comptes qui vont renvoyer vers le Darknet, et des profils « chems » sont encore existants : « *ça dépend de l'heure, plus t'avance dans la soirée, plus c'est écrit "CHEMS" en majuscule devant leur photo.* » [Pratiquant] mais « *ça reste une pratique de niche, comme "hard et fist", et t'as des profils "chems" des fois ils se recourent [avec ces derniers].* » [Pratiquant]

Composition des produits circulant dans la région

Sur l'interprétation des données sur les produits analysés, voir l'annexe 4.

Compositions des produits saisis en région

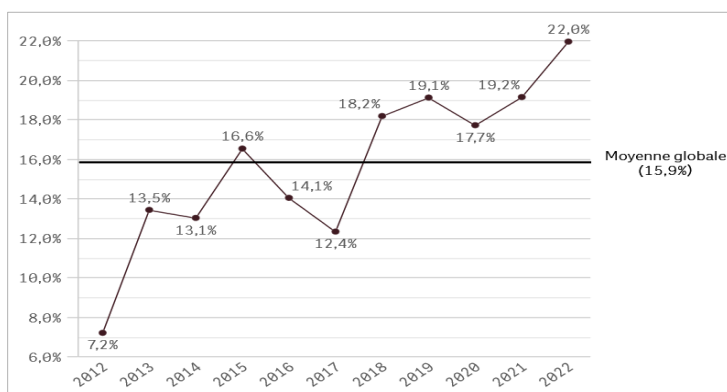
Au cours de l'année 2022, les tendances résultant des analyses par le laboratoire de la police scientifique d'Ecullly des produits saisis en région sont similaires aux années précédentes : les taux de pureté (cannabis, cocaïne, héroïne) sont en hausse, et les produits de coupe associés à la cocaïne sont moins présents.

Cocaïne : la moyenne des cocaïnes saisis (environ 200 échantillons analysés) est de 72 % (en équivalent base, soit 80,9 % en chlorhydrate, forme sous laquelle elle est en circulation sur le territoire national), et plus de la moitié (54 % des analyses) ne sont coupées par aucun agent adultérant (sensé induire ou accentuer certains effets) ou diluant (pour augmenter le poids). 25 % ont un seul produit de coupe, 15 % en ont deux, 5 % en ont 3 ou 4, et 1 % a 5 produits de coupage ou plus. Le lévamisole est présent dans 22 % des cas (une forte diminution), la caféine dans 10 % des cas, le paracétamol et la phénacétine dans 6 %, la procaine dans 3 % et le reste (dextrometorphane, créatine, lidocaïne, benzocaïne, hydroxyzine) dans moins de 1 % des cas. Des produits diluants (saccharose, lactose, mannitol, inositol) tendent par ailleurs à disparaître, ils sont présents dans moins de 4 % des saisies.



Teneur moyenne en cocaïne HCl
(en % équivalent base) sur les 10 dernières années

Héroïne : presque uniquement des héroïnes sous forme base sont saisies et analysées (83 échantillons analysés), et présentent une teneur moyenne de 26 %. Presque 9 saisies sur 10 (89 %) sont coupées, avec du paracétamol, de la caféine et le plus souvent les deux (taux moyen de paracétamol de 42 %, et de caféine de 21 %). Les héroïnes non coupées ont une teneur moyenne de 56 %, avec une maximale à 63 %. Les valeurs élevées (6 % des échantillons ont une teneur supérieure à 50 %) proviennent probablement de lots saisis au début du circuit de distribution, et plus de la moitié des échantillons analysés ont une pureté inférieure à 20 %.



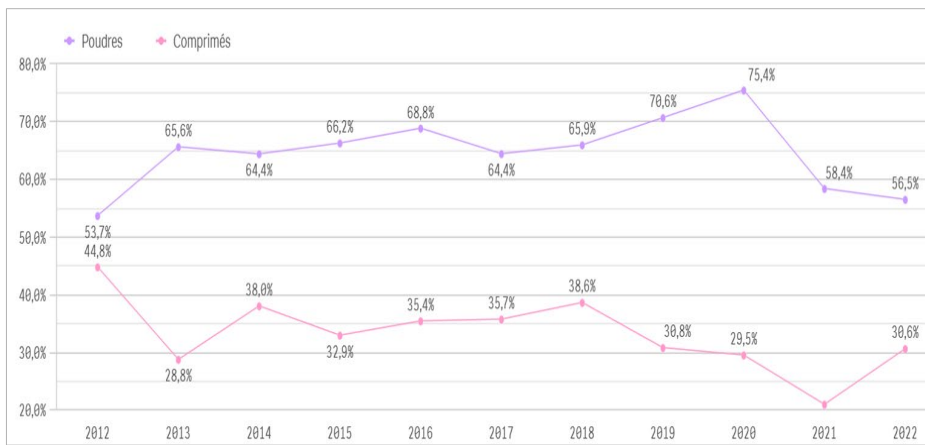
Teneur moyenne en héroïne base sur les 10 dernières années dans les mélanges coupés



À noter que l'héroïne sous forme de bloc à point noirs (dénommée parfois *cookies*, cf. partie trafic), très présente sur le marché lyonnais, fait souvent l'objet de questionnements de la part des usagers sur la composition de ces morceaux noirs. Une analyse différenciant ceux-ci du reste du bloc a fait état d'une composition quasiment similaire d'héroïne et de produits de coupe, sans autres molécules actives concernant les morceaux noirs.

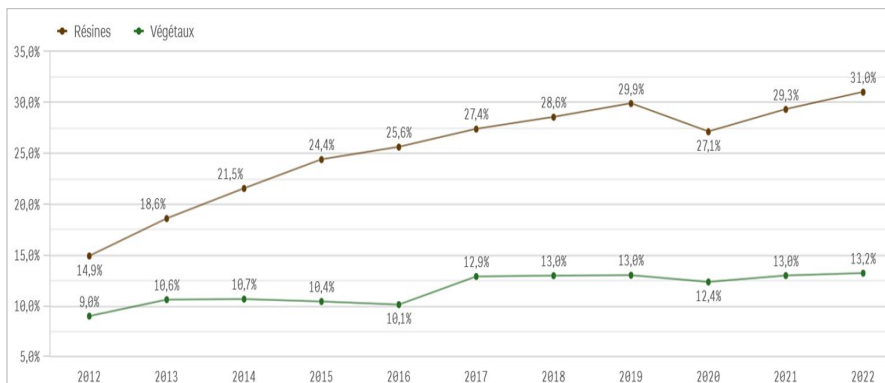
Héroïne en bloc avec des points noirs, caractéristique des héroïnes revendues en région depuis plusieurs années

MDMA : les trois quart de la MDMA saisie l'est sous forme d'ecstasy, avec une teneur moyenne des comprimés à 31 % et une teneur maximale à 51 %, dont la majorité (77 %) ne contient pas de produit de coupage (rarement de la caféine). Depuis 2015, les comprimés de forme circulaire sont progressivement remplacés par des comprimés de formes variées (figurines, marques, etc.) et 97 % des comprimés analysés en 2022 sont de forme non circulaire. Sous la forme poudre, la MDMA présente une teneur moyenne de 56 %, avec une teneur maximale de 84 %.



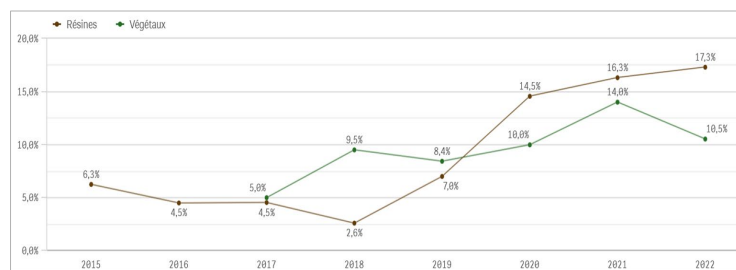
Evolution de la teneur moyenne en MDMA (en % eq base) pour les poudres et les comprimés

Cannabis : sur environ 600 échantillons analysés, la teneur moyenne en THC est de 31 % dans les résines saisies et 13 % dans les herbes (pour ces dernières le taux moyen est très variable car il dépend du niveau de maturité des plantes récoltées), avec une teneur maximale dans les résines de 51 %, et de 24 % dans les herbes. Plus de 90 % des résines analysées ont un taux supérieur à 15 %, environ 87 % ont un taux supérieur à 25 %.



(Règle de calcul : les teneurs THC = 0 et THC < CBD ne sont pas prises en considération dans le calcul des moyennes)

Produits à CBD (= produits ayant un taux CBD > Taux THC). Pour les résines, la teneur moyenne en CBD est de 17 %, avec une teneur maximale de 41 %, et une teneur moyenne en THC de 1 %. Pour les herbes, la teneur moyenne est à 11 % de CBD, le maximum à 73 %, et une teneur moyenne de THC à 1 % et une maximale à 5 % (rappelons que ce sont les produits ayant fait l'objets de saisies, pour des motifs qui peuvent être précisément le dépassement du taux de THC officiellement autorisé de 0,3 %).



Taux moyen de CBD dans les produits à CBD (en %) depuis 2015

Enfin, le **cannabinoïde de synthèse MDMB 4en Pinaca** a encore été découvert en adultération dans 5 cas dans la région en 2022 (à Vénissieux, Grenoble et en Haute-Savoie), dont un liquide, et des herbes et résines avec du THC à l'état de trace sauf pour une saisie où il était de 21 %.

Le reste des produits analysés sont anecdotiques et ne renseignent pas sur l'état des lieux du marché, mais on retiendra 3 analyses de ce qui se présente comme poudre rose, renvoyant à la « cocaïne rose » qui est détaillée en dernière partie de ce rapport (cf. p. 51).

Analyses dans le cadre du dispositif SINTES

Concernant les produits analysés dans le cadre du dispositif SINTES (sur motifs particuliers, cf. annexe 4), 65 collectes en 2022 et début 2023, font état :

- d'**arnaques** (cocaïne = ibuprofène ; cocaïne = paracétamol ; bonbon au THC = rien ; LSD = atropine ; cannabis = chanvre industriel (THC et CBD inférieurs à 1%).

- de **molécules non attendues** : presque toutes les 3-MMC collectées se sont révélées être des 3-CMC, avec des symptômes associés aux collectes type maux de gorge et de nez intenses, ressenti très corrosif sur les muqueuses et sensation de brûlure pulmonaire, courbatures intenses après la prise, montée violente et rapide, palpitation, arythmie, étourdissement avec perte d'équilibre, perte de sensations corporelles, confusion temporo-spatiale, et forte anxiété. Mais aussi : des ecstasy contenant uniquement de la 4-CMC (achat en festival), un ecstasy contenant de la 3-MMC en plus de la MDMA (achat en festival également), une poudre vendue comme speed contenant uniquement de la MDMA (achat sur le Darknet), et un mélange de 2-fluorodeschlorokétamine (2F-DCK¹⁷) et de deschlorokétamine (DCK) dans ce qui ne devait être que de la 3-CMC, suite à un achat sur Internet.

- de **cocaïnes très pures** (toutes entre 81 et 91 %, sauf une à 33 %) et la moindre présence du lévamisole (2 cas sur 13), et d'autres coupes rares de phénacétine, procaïne, et inositol. Les effets indésirables des cocaïnes fortement dosées ont été : forte irritation et sensations de veines brûlées, plaques d'urticaire, bruxisme (serrage de dents), perte de sommeil, de l'appétit (parfois durant 48h), paranoïa ou sentiment de persécution inhabituel, hallucinations visuelles, gonflement du visage, palpitations cardiaques, sueurs, démangeaisons, et grande fatigue, vertige, somnolences durant plusieurs heures /jours à la suite de la session de consommation.

¹⁷ La 2F-DCK est placée sous surveillance de l'EMCDDA dans le cadre de l'Early Warning System en raison de sa diffusion et des risques pour la santé publique (potentiel d'abus et de dépendance, propriétés pharmacocinétiques et pharmacodynamiques).

- **d'héroïnes à la pureté très variable** (entre 5 % et 60 %, mais de nombreuses poudres étaient au-delà de 25 %), non coupées ou coupées avec du paracétamol et de la caféine (et une coupe au dextrometorphane). Les effets indésirables des héroïnes fortement dosées ont été : vomissement et tremblement inhabituels, bouffée de chaleur, brûlure nasale parfois avec saignement, palpitation cardiaque, sensation de malaise/angoisse, sudation excessive, avec parfois des symptômes de manque amplifié (fatigue, courbatures, transpiration, état grippal).

- de quelques **produits révélés relativement ou très fortement dosés à l'analyse qui ont été ressentis comme douteux** par les usagers : ainsi une kétamine à 98 % pour laquelle l'usager n'avait pas sentis les effets habituels mais des effets très psychologiques (réflexions intenses, paranoïa...), une cocaïne à 84 % pour laquelle l'usager était certain d'une forte concentration en produit de coupe lui brûlant les veines, et une héroïne à 22 % pour laquelle l'usager suspectait une arnaque au vu du peu d'effets ressentis.

- **d'autres molécules analysées** qui se sont révélées conformes : du 2-CB, du 1CPLSD, du DOB, de la N-éthylpentédronne, de la DMT (43 et 46 % de pureté), de l'opium, de l'ecstasy, du cannabis (entre 26 % et 31 % de THC), une 3-MMC 100 % pure, et du HHC¹⁸ acheté en boutique.

- de **5 analyses de tucibi/coke rose** révélant chaque fois un mélange MDMA et kétamine (cf. p. 51).

Produits analysés dans le cadre du dispositif RdRD Laboratoire CCM

Sur les 415 collectes en CCM¹⁹ réalisées entre janvier 2022 mars 2023, on retiendra :

- la proportion importante de **cocaïne non coupée** (80 collectes sur 120, soit les deux tiers), sinon coupée avec du lévamisole, de la phénacétine ou les deux, et marginalement de l'hydroxyzine et de la procaïne. La dizaine de collectes dosées (lors d'un partenariat avec le laboratoire de Metz disposant d'une HPLC²⁰) a mis en évidence des teneurs entre 62 % et 89 %.

- la **MDMA** en grande majorité **conforme** (plus de 90 analyses dont les 9/10^{ème} sont conformes), quelques-unes coupées avec de la caféine ou des amphétamines, et quelques arnaques (absence de produit), ou tromperies quand des ecstasy collectés en festival (cf. analyses SINTES) ont été analysés par CCM révélant leur composition réelle de 4-CMC.

- l'**héroïne** majoritairement **coupée au paracétamol et à la caféine** (34 analyses dont 30 sont coupées à l'un ou l'autre, ou les deux pour 27 d'entre elles).

- la **kétamine, plus analysée que les années précédentes** (probablement en lien avec sa diffusion plus importante, cf. plus haut) et dont **22 collectes sur 30 se sont révélées conformes, mais 8 étaient des arnaques** ou tromperies : aucun produit contenu, ou bien de la chloroquine, par deux fois le mélange chloroquine + paracétamol + caféine (sur un même événement festif), de la lidocaïne, du lévamisole.

¹⁸ Le HHC ou hexahydrocannabinol est un cannabinoïde héli-synthétique issu de la conversion du THC par hydrogénation catalytique, placé en surveillance renforcée par l'ECMDDA dans le cadre de l'Early Warning System, en raison du peu de données concernant ses propriétés pharmacologiques et toxicologiques.

¹⁹ La CCM, pour chromatographie sur couche mince, est une méthode de séparation de mélanges ; elle est fondée sur les différences d'affinité des substances à l'égard de deux phases, l'une stationnaire ou fixe, l'autre mobile. La phase mobile migre de bas en haut, par capillarité, le long de la phase stationnaire en entraînant les constituants du mélange déposé sur la plaque. Les taches révélées à la fin de la migration correspondent chacune à un constituant. Cette technique délivre donc des informations qualitatives (détection des substances pharmacologiquement actives) et non quantitatives.

²⁰ L'HPLC, pour high performance liquid chromatography (ou chromatographie en phase liquide haute performance) est une technique d'analyse séparative, également fondée sur une migration progressive des composés, qui permet de quantifier les substances analysées lorsque la machine est calibrée pour.

- les poudres de **3-MMC au contenu fluctuant**, où la moitié de la **vingtaine de collectes** s'est révélée conforme, mais presque autant était en réalité de la 3-CMC (sans lien direct avec la période de l'année), par deux fois de l'eutylone, et une fois de la 2-MMC.
- d'autres **molécules analysées conformes** : **6-apb, 2-CB, Nep, 3-CMC, 4-FEA**, et l'ensemble des cannabis collectés furent conformes également.
- des produits **collectés mais non identifiés faute de témoins** : **1P-LSD, DOB, 3-FPM**.
- **2F-DCK** détecté dans de la 3-CMC.
- **7 arnaques LSD** : **sans produit** ou indétectables.
- Et toujours dans le cadre de collectes, des effets qui au vu du résultat ne peuvent pas être attribués à un produit présent (bruxisme, insomnie, odeur, difficulté à baser, etc.).

Autre(s) phénomène(s) marquant(s)

Tucibi / coke rose

Un phénomène particulier a marqué la fin d'année 2022, comme il en existe finalement peu souvent dans le champ des drogues : l'apparition non pas d'une nouvelle molécule, mais d'un « nouveau produit marketing ». Ses contours sont relativement flous, que ce soit de par sa dénomination, son apparence, la manière dont il est vendu et les effets ressentis par les usagers, et le caractère aléatoire de sa composition. Si l'époque est plutôt à la mise sur le marché de molécules spécifiques désignées par leur nom scientifique, ici on trouve un produit à la composition évasive, mais au nom commercial évocateur : *coke-rose, tussi, tucibi, coke chinoise, la rose, la pink...*

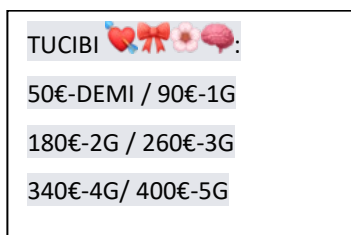
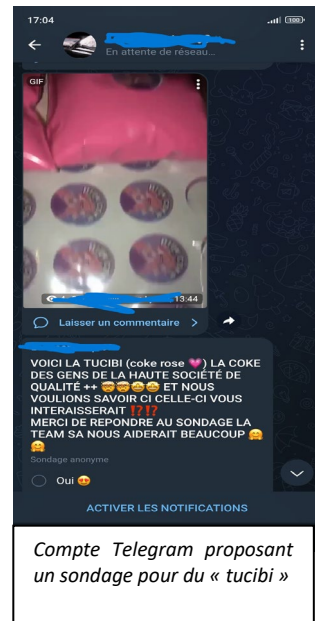
Si ces appellations ont été employées il y a des années notamment en Amérique du sud, c'est très récemment qu'elles sont apparues en France et en région AURA, et remontées aux observations TREND via diverses sources : des usagers l'ont évoqué (usagers de CAARUD lyonnais depuis début 2023, usagers des espaces festifs lyonnais et grenoblois depuis l'été 2022), le produit est présent dans les menus de réseaux de revente sur Telegram depuis l'automne 2022, et enfin dans les saisies des forces de l'ordre de manière sporadique au cours de la 2^e moitié de l'année 2022 (et de ce fait analysées au LPS d'Ecully par trois fois).

Peu d'éléments d'information ont été collectés, mais suffisamment pour documenter en partie le phénomène, tantôt décrit comme très restreint, tantôt objet de toutes les attentions dans certains groupes d'usagers, avec des représentations nombreuses et variées qui circulent.

« Y'en a partout du tucibi, y'a de la ké dedans c'est sûr. Tout le monde en avait à [nom du squat], [...] La tubici c'est un peu comme un calvin klein, c'est un truc pour les riches, rose à 100 euros le gramme. » [Usagère, environ 30 ans, consommatrice régulière de kétamine, vit en squat]

Concernant sa vente, il existe des propositions de sondage (pour recueillir l'intérêt des clients pour ce produit) sur quelques comptes Telegram (cf. photo), à quoi s'ajoutent des propositions de vente directe (entre 60 et 100 € le gramme selon les comptes), voire moins pour l'achat d'une centaine de gramme (3 000 €) sur des comptes qui revendent souvent une grande variété de produits. On trouve aussi cette « coke rose » en cadeau pour l'achat d'un gramme de cocaïne classique. Des dons par des revendeurs directs sont également évoqués par les usagers précaires rencontrés en CAARUD ou dans le cadre d'entretiens TREND. La dénomination « tucibi » est également parfois employée sur des comptes (présenté comme sur la photo ci-contre comme « *la coke de la haute société de qualité ++* ») ou par des revendeurs interpellés qui nommaient ainsi le produit, ou par des revendeurs qui la présentent comme « *cocaïne pour riches* », vendue entre 50 et 100 € le gramme aussi en vente directe, voire en vente au prix (une usagère indique ainsi avoir acheté pour 50 € de ce produit à son revendeur habituel de cocaïne qui le lui a proposé).

Les visuels sur ces comptes pour promouvoir le produit sont parfois élaborés, et c'est même la marque de fabrique de celui-ci, qui n'a rien de « nouveau », que de jouer sur une apparence attirante via une couleur flashy.



Extrait d'un menu d'un compte Snapchat proposant une grande variété de produits, dont du tucibi



Photo issue d'un compte Telegram proposant de « la Pink »



Concernant sa consommation, on notera tout d'abord qu'aucun des usagers indiquant en avoir consommé n'avaient la certitude de ce dont il s'agissait, évoquant tantôt une cocaïne améliorée, une cocaïne particulière, de la cocaïne de synthèse, un mélange de kétamine et de MDMA, un mélange avec du 2-CB, un mélange de drogue de synthèse... S'agissant des effets, tous rapportent des effets hallucinogènes légers (distorsions visuelles) voire dissociatifs évoquant la kétamine, voire la mescaline, ou encore la MDMA (avec un effet « *smooth* ») ou le LSD, avec néanmoins un effet légèrement stimulant, et dose-dépendant là aussi proche de la kétamine. La plupart des usagers décrivent un goût de fraise, voire spécifiquement fraise-tagada, en sniff, mais aussi en injection.

La plupart des usagers ont apprécié ce produit (certains parlent d'extase, d'euphorie, d'exaltation) bien qu'ils n'aient pas su avec certitude ce dont il s'agissait, mais ses effets furent aussi parfois décrits comme beaucoup trop forts lorsqu'ils pensaient consommer quelque chose proche de la cocaïne.

« Alors je ne savais pas du tout ce que c'était, c'est un de mes vendeurs habituels qui m'a filé un échantillon, en le décrivant comme « cocaïne pour riches ». Il m'a dit qu'il le vendait à 100e/g mais comme on se connaît si je veux en acheter après ce sera 80 pour moi. J'ai un pote qui m'achète de la C [cocaïne] souvent qui est passé juste après, on a testé ça, en faisant des

traces comme pour la coke, -mais petites. Ça avait un goût fraise.[...] Et là je me retrouve dans un état ! Pire que la K [kétamine], comme de la K mais qui ne s'arrête pas. Je suis pas du genre à subir alors je me motive quand même, je fais des trucs, des gens passent, je vis ma soirée. Et puis je reçois un message de mon pote, qui devait aller en soirée mais qui est en fait tout seul chez lui en train de bader. Enfin il gère mais impossible pour lui d'être avec des gens, il a pas suivi ses potes devant le son. Moi ça allait mais c'était long ! Un gros trip de K qui n'en finit pas, tu crois que t'en sors mais non ça repart. » [Usager, environ 30 ans, travailleur pair].

Le vendeur a fini par avouer à l'usager qu'il s'agissait d'un mélange de kétamine et de 2-CB (sans analyse effectuée pour le confirmer).

Concernant enfin les analyses effectuées de poudres roses vendues sous ces dénominations multiples, les 5 collectes réalisées dans le cadre du dispositif SINTES, à Lyon et à Grenoble auprès de réseaux de revente différents, ont toutes montré une composition relativement similaire : un *mélange de MDMA et de kétamine*, dans des proportions variables mais avec une dominante kétamine (respectivement en pourcentage kétamine/MDMA : 36/11 ; 38/10 ; 24/5 ; 43/13 ; 42/11).

Une analyse via le laboratoire CCM pourrait correspondre à une poudre vendue comme coke rose faisant apparaître un mélange de cocaïne et kétamine (pas de dosage possible via cette technique d'analyse) ainsi que du dextrométorphane.

Enfin, le laboratoire de police scientifique a analysé 3 produits semblables dans l'année, montrant également un mélange kétamine et MDMA (pas de dosage de kétamine, et MDMA à 50 %, 9 % et 10 %) dont l'un coupé avec caféine, lidocaïne et mannitol, et l'autre avec du lactose et de la cocaïne à l'état de trace.

Il s'agit ainsi avant tout d'une appellation marketing pour un produit composé de molécules tout à fait classiques dans le champ des drogues, mais dont la composition exacte n'est pas constante, ni dans les molécules ni dans leur dosage, même si la kétamine semble être une dominante (pour les quelques analyses effectuées).

Des intervenants en RdRD (en milieu festif et en CAARUD) s'interrogent sur les messages de RdRD les plus pertinents à diffuser à propos de ce produit, et notamment sur les manières d'attirer l'attention des usagers sur la différence importante d'effets et de risques associés entre la cocaïne (à laquelle la dénomination est associée) et la kétamine (qui compose la majorité du mélange selon les analyses effectuées), notamment en cas de consommation d'alcool associée. En effet, si l'alcool est fréquemment consommé avec la cocaïne par les usagers, c'est souvent moins le cas avec la kétamine car ces derniers connaissent en général le risque de perte de connaissance découlant de l'association entre kétamine et alcool. L'objectif sera ici de communiquer sur ce produit (voir affiche ci-dessous) comme plus spécifiquement associé à la kétamine, molécule qui se diffuse par ailleurs sur la plupart des scènes de consommation et dans les réseaux de revente (comme évoqué précédemment). On questionnera alors le fait de la trouver également de manière dissimulée sous cette forme de poudre rose.



Produit collecté dans le cadre de SINTES et vendu sous l'appellation coke rose/chinoise

INFOPROD'



TUCIBI, PINK, COCAINE ROSE, ...

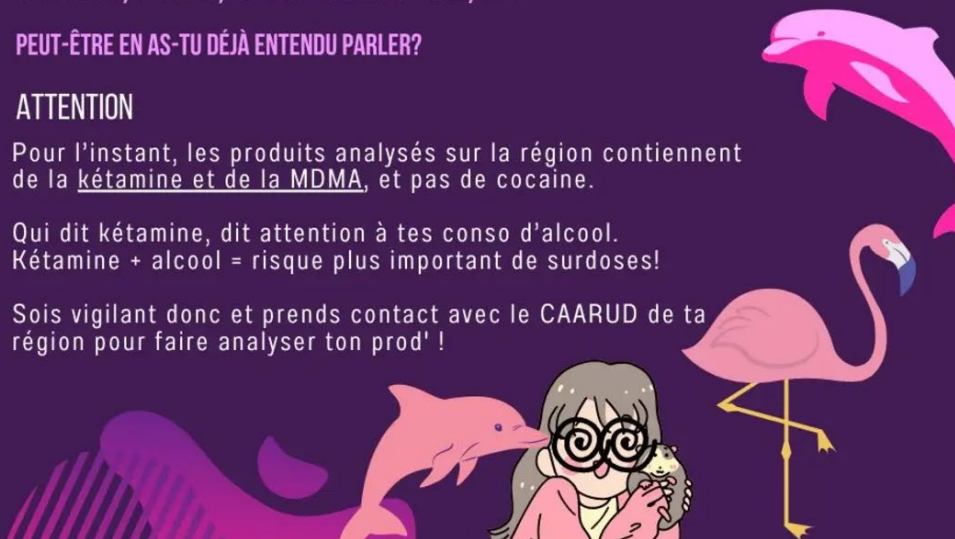
PEUT-ÊTRE EN AS-TU DÉJÀ ENTENDU PARLER?

ATTENTION

Pour l'instant, les produits analysés sur la région contiennent de la kétamine et de la MDMA, et pas de cocaïne.

Qui dit kétamine, dit attention à tes conso d'alcool.
Kétamine + alcool = risque plus important de surdoses!

Sois vigilant donc et prends contact avec le CAARUD de ta région pour faire analyser ton prod' !



Affiche réalisée par un CAARUD lyonnais, diffusée dans les locaux et sur les réseaux sociaux, printemps 2023

Annexes

Annexe 1 : Glossaire

AFD : Amende forfaitaire délictuelle (contravention pour usage, mise en place à l'automne 2020)
ANSM : Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
ARS : Agence régionale de santé
BDRIJ : Brigade départementale de renseignement et d'investigations judiciaires (Gendarmerie)
CAARUD : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues
CJC : Consultation jeunes consommateurs
CSAPA : Centre de soin d'accompagnement et de prévention en addictologie
CEIP : Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance
DDSP : Direction départementale de la sécurité Publique
ELSA : Équipe de soins et de liaison en addictologie (dispositif intra-hospitalier)
EPM : Établissement pénitentiaire pour mineurs
GLSES : Groupe de lutte contre les stupéfiants et l'économie souterraine
HSA : Halte soin addiction, nouvelle dénomination des SCMR
INPS : Institut national de la police scientifique
LPS : Laboratoire de police scientifique
MILDECA : Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MNA : Mineur non accompagné
MSO/TSO : Médicaments de substitution aux opioïdes, traitement de substitution aux opioïdes
NPS : Nouveau produit de synthèse
OCLAESP : Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique
OFAST : Office anti stupéfiants (remplace depuis 2019 l'OCRTIS : Office central pour la répression du trafic illicite)
OFDT : Observatoire français des drogues et des tendances addictives
PASS : Permanence d'accès aux soins de santé
PJ : Police judiciaire
PJJ : Protection judiciaire de la jeunesse
PrEP : Prophylaxie préexposition
RdRD : Réduction des risques et des dommages
SCMR : Salle de consommation à moindres risques
SINTES : Système d'identification national des toxiques et des substances
TAPAJ : Travail alternatif payé à la journée
TREND : Tendances récentes et nouvelles drogues

Annexe 2: Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliqués dans les trafics

Réseau albanais, usagers originaires des pays de l'Est, usagers géorgiens, personnes originaires d'Afrique Sub-saharienne ou maghrébines... Citer les origines géographiques, nationales ou culturelles des personnes est une question délicate, au risque que les informations soient utilisées à d'autres finalités que celles de l'auteur et du cadre de sa recherche, notamment dans le traitement politique et/ou médiatique qui pourrait en être fait.

La restriction en France des statistiques ethniques (ou dites raciales/de la diversité) et de la collecte de données liées à l'origine des individus est ainsi sensée prévenir le risque de l'identification/assignation communautaire, de la stigmatisation, voire de la justification de diverses formes de xénophobie, qui plus est lorsque les données portent sur des pratiques illégales comme l'usage ou la vente de drogues. Cette option est néanmoins controversée : il lui est reproché une forme de cécité, voire de démagogie, dont l'effet est d'invisibiliser des enjeux d'inégalité de statuts et de conditions de vie dans la société française et la discrimination que ces communautés subissent.²¹

« *Responsabilité des chercheurs dans la propagation des stéréotypes forgés par le sens commun* » versus « *responsabilité des chercheurs dans l'invisibilité d'une question sociale...* »²² [Simon 2008], la démarche est donc délicate et expose « *à des difficultés nombreuses, dont la principale réside dans l'impossibilité de développer un vocabulaire autonome distinct de celui produit par les stéréotypes et préjugés* »²³. Les questions que ces processus de catégorisations posent (pourquoi tel groupe est-il désigné/se désigne-t-il à partir de ses origines ? qui le nomme ainsi ? dans quel contexte ? quelles historicités de ces désignations ? etc.) sont essentielles à envisager, mais ne pourraient faire l'objet d'une réelle investigation dans le cadre du dispositif TREND.

Il faut néanmoins préciser qu'en mentionnant parfois dans ce rapport l'origine (mais également l'orientation sexuelle) des usagers et/ou personnes impliqués dans les trafics, telle qu'elle est énoncée par les enquêtés (qu'ils soient usagers ou professionnels), notre but n'est pas de concourir à la discrimination de quelque communauté que ce soit. À l'inverse, il nous semble important au sein du dispositif TREND de rendre compte des communautés qui se trouvent impliquées dans des usages et des trafics, lorsqu'elles apparaissent comme saillantes dans les observations et les entretiens réalisés, tout en les rattachant aux conditions de vie très souvent précaires, aux formes d'exclusion socio-économique et de discriminations (à l'emploi, par exemple) que ces communautés subissent. Ces processus d'exclusion et ces discriminations peuvent en effet concourir à des choix de subsistance limités (notamment l'engagement dans des économies parallèles) et à des pratiques d'usage de substances psychoactives.

De plus, l'organisation de réseaux de trafic au sein de communautés de même origine nationale et/ou géographique s'explique également par la confiance nécessaire entre les membres d'un réseau menant des activités illégales (du fait notamment du risque de répression). En effet, cette confiance se trouve plus importante et plus simple à mettre en œuvre au sein de structures familiales et de groupes communautaires, notamment lorsque ceux-ci sont déjà constitués comme espace de solidarité et d'organisation collective pour faire face à la précarité, qui plus est dans les quartiers populaires. Néanmoins l'implication dans le trafic ne résulte pas toujours de dynamiques communautaires et peut également s'inscrire dans des stratégies de survies matérielles propres aux personnes en situation de précarité.

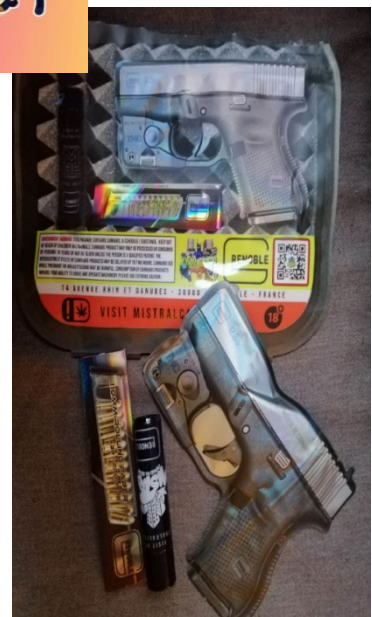
Ainsi, consommation de produits et parcours migratoire peuvent aller de concert : la première peut constituer une stratégie de survie et/ou d'adaptation à des conditions d'existence particulièrement difficiles qui ont initié la migration et/ou ont été générées, renforcées, et aggravées par elle. Réinscrire les usagers dans ce contexte de vie spécifique apparaît comme une exigence pour proposer une vision fine et dynamique du phénomène.

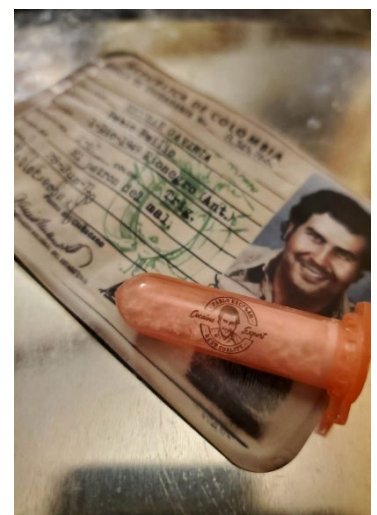
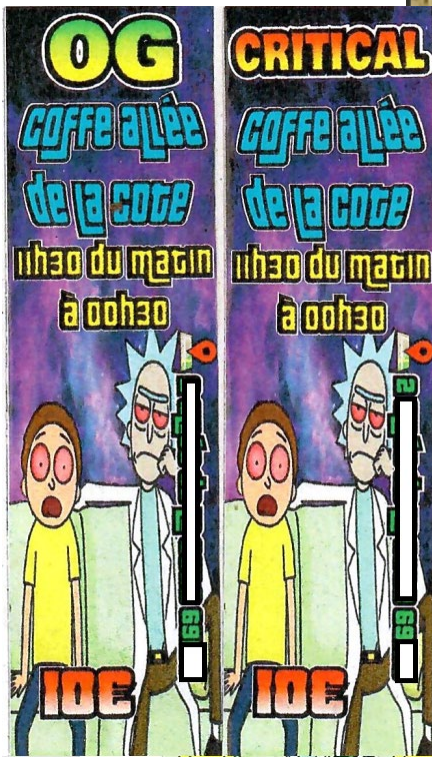
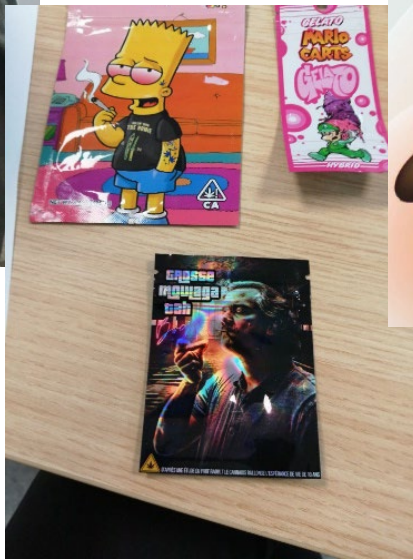
²¹ Voir à ce sujet : Éric Fassin, « Comptage ethnique : un débat confus et paradoxal », article publié dans *Le Monde*, le 18 avril 2009 ; Patrick Simon, Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de « race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, pp 153-162 ; Geisser, Vincent. « "Statistiques ethniques", statistiques éthiques ? », *Migrations Société*, vol. 114, no. 6, 2007, pp. 3-11.

²² Patrick Simon, Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de « race », *Revue française de sociologie*, vol 49 2008, p153.

²³ P. Simon, Op. Cit.

Annexe 3 : Quelques exemples de packaging et visuel utilisés par des réseaux à Lyon et Grenoble







Annexe 4 : Interprétation des résultats d'analyses de produits

Les données présentées dans la partie « Analyse de produits en région », ne sont pas représentatives de l'ensemble des produits en circulation et ne peuvent ainsi constituer un « état des lieux du marché ».

D'une part, les échantillons collectés via le dispositif SINTES le sont en fonction de critères spécifiques, soit que les produits aient entraîné des effets inattendus, soit qu'il s'agisse de produits nouveaux. Ainsi, *« les teneurs moyennes calculées à partir des résultats d'analyse SINTES sont indicatives et ne sont pas représentatives des teneurs moyennes des produits circulant sur le territoire français. En effet, les collectes SINTES n'ont pas été effectuées aléatoirement et le nombre d'échantillons est trop faible pour lui conférer une représentativité »*²⁴.

Les produits qui sont collectés via le laboratoire régional CCM ne sont également pas suffisamment nombreux pour être représentatifs de la diversité des produits en circulation, et la technique d'analyse ne délivre pas toutes les informations nécessaires à l'établissement d'une composition exacte et quantitative.

Les données issues des saisies de police à l'échelle régionale (et parfois nationale pour une mise en perspective), ne permettent pas toujours d'isoler les saisies inférieures à 10 grammes, qui sont bien plus représentatives de l'état du marché puisqu'elles interviennent en général après les opérations de coupage, sur des produits directement destinés au consommateur ou qui seront saisis sur lui-même, contrairement aux saisies de volumes plus important où le produit pouvait encore être destiné à être coupé (pour les poudres). De plus, avant l'isolement des herbes-CBD, celles-ci étaient intégrées dans la moyenne générale des taux de THC dans l'herbe de cannabis, faisant drastiquement chuter cette moyenne de manière factice puisqu'elles n'en contenaient presque pas. Ainsi la comparaison des chiffres avec des données antérieures peut fausser la tendance générale des courbes.

Néanmoins, il est intéressant de rendre compte ici des données recueillies via ces dispositifs, car elles renseignent sur la récurrence de certains produits de coupe, pour SINTES indiquent des taux de concentration dans des échantillons consommés « en bout de chaîne » (destinés à être consommés et ne faisant plus l'objet de coupe), et attestent également de la présence de certains NPS, associés ou non à des arnaques. *« De plus, confrontées à d'autres données, en particulier celles du dispositif TREND et les analyses des saisies effectuées par les Douanes ou les Services de Police, ces teneurs constituent des signaux qui viennent renforcer la perception d'un phénomène ou apporter des éléments particuliers de compréhension »*²⁵.

²⁴ Le point SINTES n° 6 : <https://www.ofdt.fr/BDD/sintes/LePointSINTES06.pdf>

²⁵ Le point SINTES n°6, op. cit.



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

Crédit photo couverture : Oppelia-RuptureS